

# enoromi azine

10

MANAGEMENT  
**CHRISTIAN MBINA**

*AGATOUR : une stratégie pour  
promouvoir la destination  
Gabon.*

+

**ENTREPRENEURIAT**

**Leïna MEYÉ :**  
*La cake designer à la mode.*

**DOSSIER**

**Dette publique :**  
*Entre doutes et assurances.*



**SCANNEZ  
LE QR CODE**

*Pour plus de contenu  
sur notre site web  
[www.enoromi.com](http://www.enoromi.com)*

**MAGAZINE GRATUIT**



771473 968012 >



**SOTRADER** GABON<sup>®</sup>

SOCIETE DE TRANSFORMATION AGRICOLE ET DEVELOPPEMENT RURAL

**2** ans  
déjà



DU  
MARCHE GRAINE  
LAC BLEU

**Directeur de publication**

Dorine Henry M.

**Rédacteur en chef**

Seif Mostley

**Graphisme & maquette**

Davy MEGNIE  Think different

**Webmaster**

Simon Steven OBAME

**Photographies**

Junior Photographie  
Fallone Endambo Makata

**Régie publicitaire**

Prestige Com Premium  
Téléphone : +241 77 65 75 75

**Équipe de rédaction**

Jean Paul Augé OLLOMO  
Christian BOUA  
Griffin ONDO

**Tirage mensuel**

5000 exemplaires

**Imprimé par**

Services Prestiges International

**Points de distribution**

**À Libreville**

Spa Yacine  
La Maison de Lulu  
Urban FM

**Oyem**

Hôtel Marguerite

**Ont participé**

DLG  
Gloire Z.N  
Mike DOUSSENGUI  
AUDE SHARYS  
Guy J. BOUROBOU MAVOUROLOU

**Suivez-nous également sur les réseaux sociaux**

@Enoromi Magazine



# ÉDITO

## QUE LA LOI S'APPLIQUE DANS TOUTE SA RIGUEUR !

« La corruption n'a pas sa place au Gabon », ce fut l'un des moments importants du discours du Chef de l'Etat Ali BONGO ONDI-MBA lors de son adresse à la Nation le 31 décembre 2019. Ce discours fut tenu à un moment particulier où nombreux parmi les hauts cadres de l'Administration publique dont des membres du gouvernement et du parlement faisaient l'objet de poursuites dans le cadre de l'Opération Scorpion. Dans cette allocution, le Président de la République avait mis à nouveau un point d'honneur à combattre efficacement la corruption tout en rappelant qu' « au Gabon, personne n'est au-dessus de la loi. La justice doit être la même pour tous et nul ne saurait s'en soustraire. »

Pour une meilleure lisibilité de son action, à la suite des opérations Mamba et Scorpion, les Conseils des ministres des 14 août et 20 novembre 2020 eurent le mérite d'adopter trois projets de loi portant respectivement sur l'ordonnance n°0011/PR/2020 du 14 août 2020 portant création et fonctionnement de l'Autorité nationale de vérification et d'audit et ceux portant modification de la Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite en Commission nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite et l'autre, instituant un régime de prévention et de répression de l'enrichissement illicite en République gabonaise.

La création de l'ANAVEA et le renforcement des missions de la CNLCCEI devaient se traduire par une traque plus efficace et plus accrue de la corruption. Dans la même lancée, une fois de plus à l'initiative du Chef de l'État, une taskforce sur la dette avait été mise en place, sous la supervision de l'ancien Coordinateur général des affaires présidentielles Nouredin BONGO VALENTIN, pour passer au crible l'ensemble des ardoises réclamées à l'État. Mise en place en juin 2020, la taskforce sur la dette intérieure a commencé à révéler des anomalies constatées d'abord sur l'octroi des marchés publics. Dernièrement, elle a mis au jour un vaste réseau se servant de la surfacturation pour gruger l'État. Notre enquête, dans ce

numéro, sur ces nouvelles révélations fait le tour de la question.

La lutte contre la prédation des ressources de l'État se présente comme une véritable résolution à prendre pour la crédibilité de nos institutions. L'ANAVEA doit être un outil essentiel dans ce combat afin de permettre à notre pays de continuer à jouir d'une bonne crédibilité vis-à-vis des bailleurs et des institutions internationales. Comme le défendait le ministre des Relations avec les institutions constitutionnelles devant le Parlement, l'Autorité nationale de vérification et d'audit se doit véritablement « de vérifier et d'auditer les services de l'État, les collectivités locales et les organismes recevant des concours financiers et matériels de l'État. »

Pour ce qui est de la CNLCCEI, cet organe, avec le concours du Ministère de la lutte contre la corruption, doit réellement exercer l'ensemble de ses prérogatives pour traduire en acte la prévention et la répression de la corruption ainsi que de l'enrichissement illicite à travers le pays. Les conséquences de ce phénomène ne laissant aucune place au développement imposent que les auteurs, reconnus coupables, soient jugés conformément à la loi.

Le recours systématique à la dette, comme c'est le cas ces dernières années, est sujet à caution comme le relate notre dossier du mois. Malgré le succès du dernier emprunt obligatoire, très défendu par les autorités, il n'en demeure pas moins qu'il y a de véritables inquiétudes quant au taux d'intérêts jugé en hausse par rapport à la dernière opération de même nature en 2013.

Dans un contexte où l'exécutif s'est fortement impliqué dans le processus de normalisation des relations avec le FMI avec l'aboutissement d'un accord triennal (2021-2023) sous l'effet du renforcement du dispositif de la bonne gouvernance, le cancer de la corruption et des détournements doit être combattu sans réserve sachant que la mise en œuvre du Plan d'accélération de la transformation en dépend. ●



**Séif Mostley**  
Rédacteur en chef

# Sommaire



07

## Actualité.

**TransGabonaise :**  
65 milliards de FCFA de plus de la BDEAC.

## ACTUALITÉS

- 06 Roaming :**  
*La CEMAC acte la suppression des frais.*
- 07 TransGabonaise :**  
*65 milliards de FCFA de plus de la BDEAC.*
- 08 Émission obligataire :**  
*Le Gabon lève 458 milliards de FCFA.*
- 09 Transport :**  
*Deux compagnies aériennes certifiées par l'ANAC.*

## MANAGEMENT

- 10 Christian MBINA**  
*AGATOUR, une stratégie pour promouvoir la destination Gabon.*

## ENTREPRENEURIAT

- 18 Leïna MEYE**  
*La cake designer à la mode.*

## DOSSIER

- 20 Dette publique :**  
*Entre doute et assurances.*



10

## A la Une.

**Christian MBINA**  
**AGATOUR, une stratégie pour promouvoir la destination Gabon.**

Arrivé à la tête de l'AGATOUR il y a plus de deux ans, Christian MBINA, qui a connu durant plusieurs années le monde médiatique, sait pourtant se faire discret, préférant œuvrer dans l'ombre. Et ça marche plutôt bien, en dépit d'un contexte de crise ayant durement impacté le secteur. Dans le bain depuis plus de 25 ans, le directeur général de l'AGATOUR nous révèle qu'il est un des principaux piliers de la création des parcs nationaux au Gabon.



36

**Culture.**

**Désirey MINKOH :**  
*Une vie au bout de l'objectif.*

**T** **RIBUNE**

24 Les coûts cachés : le malaise des organisations.

**E** **NQUÊTE**

26 Dette intérieure :  
*De nouvelles révélations.*

**M** **MAIS ENCORE...**

30 GSTORE MUSIC  
*remière plateforme gabonaise de téléchargement de musique légale.*

**D** **EVELOPPEMENT PERSONNEL**

32 Attention aux amitiés toxiques !

**S** **PORT**

34 Open de judo Yaounde :  
*Terence KOUAMBA médaillé d'argent.*

**S** **PORT**

35 Panthères du Gabon :  
*Le cas Nathan NGOUMOU.*

**C** **CULTURE**

36 Désirey MINKOH :  
*Une vie au bout de l'objectif.*

**D** **ÉCOUVERTE**

38 La mission Baraka :  
*Mère de l'évangélisation du Gabon.*

**Z** **OOM SUR**

40 Paul Parfait NZAYH NGUEMA :  
*L'art d'enseigner l'écologie par le jeu.*

**I** **INTERNATIONAL**

42 Économie verte et transition écologique au gabon :  
*Etat des lieux*



20

**Dossier.**

**Dette publique :** *Entre doute et assurances.*

# Actualités



## Roaming : La CEMAC acte la suppression des frais.



*Adopté le 28 février 2020 à Douala, au Cameroun, à l'occasion de la réunion des ministres en charge des Télécoms au sein de la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), le Règlement communautaire portant suppression des frais d'itinérance (roaming) dans les six pays de la zone a officiellement été acté le 9 novembre 2021 dans la capitale économique camerounaise à la faveur de la signature des protocoles d'accords y relatifs.*

Présentée comme un des projets majeurs de la zone, notamment dans le cadre du Programme économique régional (PER) 2017-2025, la suppression des frais d'itinérance (roaming) au sein de la CEMAC a été décidée en octobre 2019 avant d'être officiellement adoptée quelques mois seulement l'année d'après. Conformément au chronogramme adopté, le 1er janvier 2021 avait été arrêté comme la date d'entrée en vigueur effective de cette réforme dans les six États. Onze mois après, le 9 novembre 2021 à Douala, sous la présidence de Minette LIBOM LI LIKENG, ministre des Postes et Télécommunications du Cameroun, les représentants de ces six États ont procédé à la signature des protocoles d'accords y relatifs.

Représentant le Gabon à ce rendez-vous, Lin MOMBO n'a pas manqué d'apprécier une nouvelle fois l'initiative des chefs d'État de la communauté, qui selon lui, a un voleur social et économique. « Une décision prise par la CEMAC s'impose aux régulateurs, mais s'impose également à l'ensemble des opérateurs de la zone, en termes d'applicabilité immédiate. Autrement dit, à partir du 30 décembre 2021 commence le free roaming au niveau de la sous-région de l'Afrique centrale », s'est réjoui le président de l'Autorité de régulation de la communication électronique et des postes (ARCEP Gabon).

### Moins de dépenses

De façon pratique, dès la fin de l'année 2021, les abonnés à la téléphonie mobile des six pays membres de la zone CEMAC n'auront plus à déboursier des frais supplémentaires pour effectuer leurs appels lorsqu'ils sont en voyage au sein de la sous-région. Pour le Pr Daniel ONA ONDO, il s'agit d'une avancée non négligeable à laquelle les populations appelaient de leur vœu depuis plusieurs années au regard des coûts souvent élevés du service d'itinérance. Pour lui, l'initiative prise par les plus hautes autorités de la Communauté en faveur de la suppression des frais d'itinérance s'explique par le lien indéniable entre l'économie générale et la circulation de l'information.

« Pour la transformation structurelle des économies, les échanges entre les hommes et la libre circulation de l'information et des données constituent de précieux atouts. La suppression des frais

d'itinérance correspond en ce sens à une suppression de barrières en vue d'une meilleure fluidité des échanges. Le coût des services d'itinérance entre les pays de la zone, pour légitime qu'il pût avoir été à l'origine, s'avère aujourd'hui contre-productif lorsqu'on l'analyse à l'échelle communautaire. Il pèse d'un poids sournois et insoupçonné sur les ressorts du marché commun, tant et si bien que la suppression des frais d'itinérance est désormais l'objectif recherché par toutes les instances régionales de régulation des télécommunications en Afrique dans l'objectif noble de former un espace unique de téléphonie (One single Network) », a appuyé le président de la Commission de la CEMAC.

Pour sa part, lors de l'ouverture officielle de la cérémonie, Minette LIBOM LI LIKENG a présenté la signature des protocoles d'accords bilatéraux visant la suppression de l'itinérance en zone CEMAC comme une étape clé dans le processus de réduction des charges et de l'amélioration des conditions de vie des populations. « La cérémonie de signature desdits accords entre les régulateurs du Cameroun, de la République centrafricaine, du Congo, de la République gabonaise, de la Guinée équatoriale et du Tchad à laquelle nous assistons aujourd'hui démontre l'engagement de toute la communauté CEMAC à supprimer les surtaxes liées au service d'itinérance mobile communautaire, au grand bonheur de l'ensemble des consommateurs des services de téléphonie mobile [dans la zone] », a-t-elle déclaré.

La rencontre de Douala ne s'est pas achevée sans recommandations, particulièrement à l'endroit des opérateurs de téléphonie mobile en zone CEMAC. Les premiers responsables des autorités de régulation les ont en effet conseillés d'œuvrer à faciliter la mise en œuvre de ces protocoles ainsi que celle du Règlement n° 04/20-UEAC-CM-35. Ils bénéficieraient d'un délai maximal d'un mois. L'objectif étant de donner aux protocoles ainsi signés leurs pleins et entiers effets. ●

DLG



# Actualités



## Émission obligataire : Le Gabon lève 458 milliards de FCFA



*Après avoir lancé 24 heures plus tôt une nouvelle émission obligataire sur les marchés financiers internationaux, le gouvernement gabonais a annoncé, le 18 novembre 2021, que cette opération avait atteint l'objectif escompté voire plus avec la levée d'un montant total de 458 milliards de francs CFA.*

La nouvelle n'a pas manqué de réjouir l'ensemble des membres du gouvernement conduit par Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA. Et si la présidence de la République n'a pas officiellement communiqué sur le sujet, ses collaborateurs n'assurent pas moins qu'Ali BONGO ONDIMBA s'est personnellement félicité de cette réussite. Le 18 novembre 2021, le ministère de l'Économie et de la Relance a informé du succès de l'opération de l'émission obligataire lancée 24 heures plus tôt, le 17 novembre 2021.

Lancée par l'État gabonais sur les marchés financiers internationaux, cette opération s'est en effet soldée par la levée d'un montant total de 800 millions de

dollars US ou 458 milliards de francs CFA, d'une maturité finale de 10 ans avec un taux d'intérêt de 7%, précisent la Communication gouvernementale dans un communiqué. L'administration informe également que l'argent récolté « sera affecté au rachat de manière anticipée de plus de 90% de l'encours résiduel de l'émission arrivant à échéance en 2024 d'un montant de 736 millions de dollars US ou 420 milliards de francs CFA ».

### La signature du Gabon pèse toujours

Si le niveau plutôt élevé de l'endettement public aurait pu susciter quelques réticences de la part des contributeurs, il n'en a rien été. Au contraire, il semble que la signature du Gabon bénéficie encore d'une certaine confiance sur les marchés internationaux. Aussi, les autorités gabonaises voient-elles dans le taux de participation record au rachat s'établissant à plus de 90% de l'encours résiduel ou 95% de l'encours original de l'instrument à échéance 2024 l'explication du succès de cette opération qui, indique-t-on, a été menée dans un contexte de hausse des taux précipités des autorités monétaires américaines.

De même, Libreville indique que « le rendement fixé à 7% traduit une performance exceptionnelle par rapport aux conditions

de marché et en particulier celles qui s'appliquaient aux émissions existantes du Gabon ».

Le ministère de l'Économie et de la Relance assure enfin que le succès de cette émission obligataire tient à trois principaux faits : « l'accord triennal 2021-2023 conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) en appui à la mise en œuvre du Plan d'accélération de la transformation (PAT), le renforcement du dispositif de bonne gouvernance, la revue à la hausse de la note souveraine du Gabon (B- contre CCC) par l'agence de notation Fitch Ratings et la réadhésion du pays à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ». Le gouvernement les présente en effet comme « les arguments qui ont joué en faveur de la souscription des bailleurs ». ●

DLG





## Transport par hélicoptère : Deux compagnies aériennes certifiées par l'ANAC.



*Ce mois de novembre 2021, l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) a officiellement délivré leurs certifications aux compagnies aériennes Avantis Aviation Services et Heli-Union Gabon exerçant toutes deux dans le transport des personnels pétroliers par hélicoptère sur les sites onshore et offshore. Une première dans le pays pour des compagnies civiles.*

### Le résultat d'un long processus

Il aura fallu attendre longtemps pour se voir attribuer le précieux sésame qui leur permettra d'exercer en toute légalité, puisqu'officiellement reconnues par la principale autorité de régulation du secteur. Le 8 novembre 2021, Avantis Aviation Services et Heli-Union Gabon ont en effet été certifiées par l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) dans le cadre de leur activité de transport des personnels pétroliers par hélicoptère sur les sites onshore et offshore. Le Certificat de transporteur aérien (CTA) et la licence d'exploitation qui leur ont été remis nécessitent de montrer patte blanche avant leur obtention. Il faut satisfaire à un ensemble de critères stricts.

Lors de la cérémonie de remise de ces deux documents, Nadine ANATO, directrice générale de l'ANAC, a reconnu que les impétrants ont été soumis à « un long processus » dont l'objectif, pour les différentes directions opérationnelles, est de s'assurer que l'exploitation répond aux exigences des installations, équipements, procédures d'exploitation, structure organisationnelle de l'exploitant ainsi que le Système de gestion de la sécurité (SGS). Et si la licence d'exploitation est un document délivré à un transporteur aérien pour l'identifier formellement en tant que telle, le CTA quant à lui est établi à l'issue d'un processus en cinq étapes, à savoir : la pré-candidature, la présentation officielle de la demande, l'évaluation des documents, la démonstration et l'inspection et, enfin, la délivrance du certificat dont la validité est de deux ans.

### La satisfaction et économie au bout

Directeur général adjoint de Héli-Union Gabon, César NDONG SIMA n'a pas caché son soulagement. « Nous avons commencé notre processus de certification il y a six ans, en 2015. Le processus a été long, parce qu'il faut dire que l'aviation civile n'était pas préparée à délivrer un Certificat de transporteur aérien et une licence d'exploitation à des compagnies de transport

par hélicoptère. Pendant longtemps, nous avons donc fonctionné avec un système d'autorisation ponctuelle. Lorsqu'on avait besoin de faire un vol, on faisait une demande ponctuelle pour cela », a-t-il raconté, avant d'ajouter : « Aujourd'hui, avec l'obtention de ces deux autorisations, nous pouvons voler lorsqu'on le souhaite tout en se conformant à la réglementation. De plus, le certificat de transporteur aérien nous permettra de réaliser énormément d'économies. Ce qui n'est pas négligeable en cette période de crise. »

Moez CHARFEDDINE, directeur général adjoint d'Avantis Aviation Services, s'est dit lui aussi « très heureux de l'aboutissement de ce long processus de certification » qui, a-t-il informé, permettra à son entreprise d'exploiter ses hélicoptères au Gabon et à hors du pays. Il a néanmoins assuré que la compagnie ne ménagera aucun effort pour garantir la sécurité des vols et la qualité des services. « Pour s'inscrire dans la durée, a-t-il déclaré, il faut toujours penser à ces piliers de l'aviation : sécurité, sûreté et qualité des vols. » ●

DLG



▶ MANAGEMENT

# CHRISTIAN MBINA

## AGATOUR, une stratégie pour promouvoir la destination Gabon.

Arrivé à la tête de l'AGATOUR il y a plus de deux ans, Christian MBINA, qui a connu durant plusieurs années le monde médiatique, sait pourtant se faire discret, préférant œuvrer dans l'ombre. Et ça marche plutôt bien, en dépit d'un contexte de crise ayant durement impacté le secteur. Dans le bain depuis plus de 25 ans, le directeur général de l'AGATOUR nous révèle qu'il est un des principaux piliers de la création des parcs nationaux au Gabon.

### ENOROMI MAGAZINE

Monsieur le Directeur général, cela fait 28 mois que vous êtes à la tête de l'Agence gabonaise du développement, de la promotion du tourisme et de l'hôtellerie au Gabon (AGATOUR). Comment se porte ce secteur en cette période de crise sanitaire ?

### Christian MBINA

Le tourisme est un secteur vital pour un pays, pour la croissance économique et le développement, avec un impact massif sur la création d'emplois, l'investissement et le développement des infrastructures. Malheureusement au moment où nous prenions nos fonctions, le monde entier a été confronté à une urgence sanitaire, sociale et économique sans précédent liée à la pandémie de la COVID-19. Pour le principe de précaution, les voyages et le tourisme ont été parmi les secteurs les plus touchés, sinon le secteur le plus touché, vu l'ampleur des dégâts avec des avions au sol, des aéroports vides, des hôtels et restaurants fermés. Des restrictions de voyage ont été mises en place dans pratiquement tous les pays du monde et le Gabon ne pouvait être épargné. Depuis le 12 mars 2020 date de la détection de notre premier cas positif, la fermeture des motels et des bars, l'instauration du couvre-feu et l'interdiction d'organiser des événements regroupant plus de 10 personnes (mariages, galas, anniversaires, after-work), la fermeture des Parcs nationaux, des Parcs des loisirs, des casinos, toute la chaîne de valeur du tourisme a été gênée dans son activité en induisant un arrêt ou une baisse de fréquentation et du chiffre d'affaires. C'est un secteur en souffrance qui essaie tout doucement de refaire surface à travers des stratégies de relance.

### ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes arrivés à la tête de l'AGATOUR à la suite d'un management plutôt hyper médiatisé. Vous, vous êtes plutôt discret. Pourquoi ?

### Christian MBINA

Je suis connu par certains parce que j'ai eu une expérience avec les médias, mais en réalité seuls ceux qui sont proches de moi me connaissent mieux. La preuve, j'ai longuement travaillé (plus de 25 ans de ma vie) pour la conservation de la nature au Gabon sans faire de bruit, et par cette interview, vous allez sûrement découvrir



que je suis un des principaux piliers de la création des parcs nationaux au Gabon, projet que nous avons mené de 1998 à 2002 puis accompagné ensuite en intégrant l'équipe de direction de l'Agence nationale des parcs nationaux.

Donc, quand le président de la République son Excellence Ali BONGO ONDIMBA me confie cette mission, je comprends la lourde charge et les attentes. C'est tellement important que la cible devant l'objectif n'est ni moi ni l'AGATOUR. La Cible reste le développement du Tourisme, l'innovation, l'identification des acteurs privés, l'organisation des opérateurs, l'implication de tous les partenaires institutionnels transversaux, l'identification et la diversification des produits, la création des circuits touristiques, la définition de la marque Gabon, la promotion du Gabon auprès des investisseurs et des tours opérateurs touristiques internationaux... Le chantier est vaste, d'où cette attitude que vous prenez pour de la discrétion.

De l'autre côté concernant cette institution il y avait une sérieuse organisation administrative à mettre en place pour planifier un management aux normes avec les immatriculations de l'Agence à la CNSS et à la CNAMGS, la mise en place d'un manuel de procédures administratives et financières, la mise en place d'un système informatisé de paie, disposer d'un logiciel

comptable, mettre en place un programme, définir une grille de salaire selon les textes en vigueur, mettre en place un règlement intérieur qui définit les règles relatives à l'hygiène, la sécurité et la discipline sur le lieu de travail, se référer au code de travail pour enfin produire des contrats de travail au personnel de droit privé .... Mettre en place une organisation administrative aux normes pour un meilleur management de cette institution était le prérequis nécessaire.

#### ENOROMI MAGAZINE

Vos missions sont parfois confondues avec celles de la direction générale du Tourisme. Pouvez-vous préciser la différence entre ces deux entités ?

#### Christian MBINA

La différence est claire et simple, la Direction générale du Tourisme a un rôle d'orientation des politiques publiques du tourisme, c'est elle qui construit et propose le cadre légal sur le tourisme, c'est elle qui définit les normes d'exploitation du tourisme et délivre les homologations, titres et agréments, c'est elle qui émet les directives pays et propose au ministre du Tourisme les projets de conventions internationales. L'AGATOUR a pour mission d'assister le Gouvernement dans la mise en œuvre des politiques publiques en matière de développement touristique et de créer un environnement favorable aux

opérateurs du secteur. Elle a notamment en charge la promotion de la destination Gabon par l'entremise de différents supports de communication. L'AGATOUR est un Établissement Public à caractère industriel et commercial (EPIC) avec une autonomie de gestion administrative et financière, mais sous tutelle du Ministère du Tourisme.

#### ENOROMI MAGAZINE

Le Président de la République a fait du développement du secteur du tourisme une véritable priorité. Mais on a du mal à voir la matérialisation de cette vision. Qu'est-ce qui coince ?

#### Christian MBINA

Ce qui coince c'est la prise en compte du tourisme comme un secteur transversal à tous les autres secteurs. En effet, ce n'est pas le Management du Tourisme (ministère, et ses directions générales et l'AGATOUR) qui peut seul développer le tourisme au Gabon. Le tourisme est intersectoriel, pour son développement, il faut qu'il soit pris en compte dans toutes les politiques de développement sectoriel. Cette prise en compte est essentielle dans les politiques de développement des infrastructures (routes, aéroports, ports, etc.), dans les politiques économiques (taxes de voyages, aéroportuaires, carburant, billets d'avion, taxes de séjour, etc.), dans les politiques du mi-

nistère de l'Intérieur ( facilitation des visas, accueil et offres des services de sécurité ...), dans les politiques du transport (développement des compagnies aériennes intérieures, compagnie nationale, facilitation des vols privés...), dans le développement des structures sanitaires, dans les politiques d'aménagement du territoire, etc.

Le tourisme est intersectoriel d'ailleurs, la Loi sur le Tourisme qui vient d'être promulguée prévoit pour cela un Conseil national du tourisme qui serait une entité dans laquelle se retrouveraient tous ces acteurs sectoriels pour harmoniser le développement du tourisme et établir un vrai plan de développement du Tourisme, outil essentiel au pilotage de ce secteur. Comme les professionnels du tourisme le disent souvent : « par le Tourisme, un pays se développe, et un pays développé attire les touristes ». C'est un cercle vertueux.

### ENOROMI MAGAZINE

Quel est votre plan d'action pour rendre plus dynamique et efficient le développement du secteur touristique au Gabon ?

#### Christian MBINA

Le secteur du tourisme au Gabon a du potentiel pour se redresser après la crise de la Covid-19 et surtout de se hisser parmi les principaux secteurs contributeurs à la création de richesses et d'emplois au Gabon. Cette crise peut aussi offrir une occasion inédite de reconfigurer ce secteur pour en assurer une croissance plus rapide et durable avec comme priorités l'inclusivité, la durabilité et la responsabilité.

Notre plan d'action est défini dans une stratégie de relance post-Covid-19 qui s'étalera sur les quatre ans à venir pour entraîner une croissance vigoureuse et inclusive qui va absorber progressivement, les difficultés rencontrées par les opérateurs pendant la crise.

Il s'articule autour de 3 composantes :

**1.** Le renforcement des institutions et l'accroissement de la résilience: ce pilier vise d'une part à aider les administrations et les entreprises touristiques à adapter leurs services pour satisfaire aux conditions de travail post-COVID-19 en termes de santé publique, d'hygiène et de réta-

blissement de la confiance des consommateurs, et d'autre part à promouvoir la gouvernance du tourisme, les partenariats public-privé et les efforts de collaboration pour la relance, c'est ce que nous avons débuté avec la mise en place d'un protocole sanitaire pour les hôtels et les restaurants, la participation au dispositif de quarantaine des voyageurs internationaux et d'autres actions futures pour rassurer les voyageurs. Avec cette crise, il est devenu de plus en plus évident que, pour améliorer la compétitivité et la durabilité du tourisme, un processus de collaboration solide s'impose entre un large éventail d'organisations du secteur public, du secteur privé et de la société civile qui peuvent peser sur l'impact du secteur ou qui sont touchées par celui-ci. En temps de crise, la nécessité d'une telle collaboration devient encore plus manifeste. Il s'agit de faire en sorte que toutes les organisations s'unissent en un front commun et regroupent leurs forces pour atténuer l'impact de la crise et accélérer la reprise, pour accroître la résilience des entreprises touristiques qui doivent adapter leurs modèles de gestion à de nouvelles réalités.

**2.** La création d'une offre touristique innovante et attractive en encourageant le tourisme local et régional, ce qui va nous emmener à évaluer les habitudes de voyage des touristes nationaux et résidents, et identifier les produits et les destinations du pays particulièrement attractif. Il s'agit aussi d'accroître la compétitivité des voyages internes et intra régionaux par une amélioration de la connectivité et une plus grande facilitation des voyages pour proposer des circuits plus larges incluant nos voisins dans le circuit comme avec les éléphants sur les plages et les gorilles de Loango au Gabon, les plages aux eaux bleues de Sao Tomé et les forêts luxuriantes d'Odzala au Congo. C'est dans cette composante que nous travaillons aussi sur la mise en place des offices locaux du tourisme qui sont pour nous un moteur catalyseur du développement social, économique de nos provinces. Atteindre cet objectif implique d'entrer dans l'accélération de la diversification de l'économie tant attendue, par un soutien massif et multiforme des autres secteurs prioritaires au tourisme, mais également de mener des réformes en profondeur visant l'amélioration de l'employabilité des jeunes. C'est aussi pour nous, de doter les

populations et les groupes les plus vulnérables, des capacités voulues pour développer de nouveaux produits touristiques à l'appui aux zones rurales et aux populations défavorisées.

**3.** Le développement d'une stratégie marketing et promotion. Comme vous l'avez sûrement remarqué, au plus fort de la crise de la COVID-19, nous avons choisi de reporter ou de réduire notre campagne de promotion internationale. Par conséquent, pendant la phase de relance, il conviendra pour nous de mener des activités commerciales ciblées, notamment pour renforcer la confiance envers notre destination et attirer les marchés prioritaires offrant de bonnes perspectives. Dans une première phase en nous basant sur la composante 2 présentée plus haut, qui est celle de favoriser le tourisme interne et le tourisme intra régional. Vous avez, vu la manière dont la crise a affecté la demande et les tendances en matière de voyages, nous sommes obligés de réviser nos scénarios de croissance et nos marchés prioritaires, pour adapter les activités promotionnelles projetées en fonction des ressources disponibles et de la nouvelle réalité de l'industrie du tourisme et des voyages.

Évidemment, nous avons évalué la façon dont les outils de marketing numériques sont utilisés pour promouvoir le tourisme interne et international et examiner ce qui pourrait être mieux mis à profit pour promouvoir la destination. Nous avons mis en place le site web : [www.discovergabontourism.com](http://www.discovergabontourism.com) que nous complétons quotidiennement à chaque retour des visiteurs et nous finalisons la marque Gabon : « Discover Gabon The Last Eden » qui est en étroite ligne avec les engagements du Gabon dans sa politique de durabilité, son leadership en conservation de nos forêts, mais aussi dans la politique diplomatique que le Président de la République porte ces derniers temps à travers ses derniers périple dans le monde comme à la COP 26 à Glasgow.

En ce qui concerne, les activités contenues dans ces composantes, il s'agit aussi bien d'activités de longue durée et de grande envergure, comme l'élaboration de nouvelles stratégies, que d'activités relativement courtes et axées sur un thème spécifique, comme le conseil et la formation sur des sujets choisis.

## Management

### ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont les projets prioritaires sur lesquels vous travaillez avec vos équipes pour atteindre les objectifs qui vous ont été assignés ?

#### Christian MBINA

Pour nous tous les projets sont prioritaires et contenus dans les trois composantes que nous venons de vous présenter.

Nous définissons nos activités comme des projets. Nous travaillons donc avec les opérateurs sur l'amélioration des protocoles sanitaires. Nous développons notre site web pour créer la visibilité du Gabon dans le monde. Nous créons un branding de la destination pour nous positionner sur le marché concurrentiel international. Nous développons l'offre touristique interne avec notamment le City tour de Libreville. Nous travaillons sur les statuts des différents offices de tourisme locaux en attendant le décret qui les reconnaît officiellement. Nous ouvrons des bureaux d'information tourisme pour apporter l'information touristique aux usagers. Nous encourageons les opérateurs artisanaux et avons aménagé une première galerie d'exposition de leurs produits à Libreville. Nous accompagnons les opérateurs dans leur visibilité et la visibilité de leurs produits.

Nous travaillons en étroite collaboration avec les Parcs nationaux pour accompagner les investisseurs pour l'implantation de lodges. Grâce à ces projets de lodges, le Gabon, où le tourisme est encore balbutiant, espère attirer 100 000 visiteurs par an dans le moyen et haut de gamme. Comme vous le savez, l'écotourisme est en effet l'un des piliers du Plan stratégique Gabon émergent. Le pays prévoit de générer grâce aux activités de ce secteur 25 milliards de francs CFA, soit environ 38 millions d'euros, d'ici 2025.

### ENOROMI MAGAZINE

Comment intégrez-vous les opérateurs privés de votre secteur dans votre projet de gestion ? Existient-ils des plateformes d'échanges qui permettent des synergies entre le public et le privé dans le secteur du tourisme ?

#### Christian MBINA

Dans la composante 1 de notre plan d'action, je vous ai expliqué comment il était



devenu de plus en plus évident d'améliorer la compétitivité et la durabilité du tourisme, par un renforcement de collaborations solides entre les organisations du secteur public, du secteur privé et même de la société civile pour atténuer l'impact de la crise et accélérer la reprise. En arrivant à la tête de l'AGATOUR, nous avons trouvé certains secteurs de la chaîne de valeur déjà organisés comme la fédération gabonaise des agences de tourisme (FEGAT), qui regroupe la grande majorité des agences de tourisme du Gabon, le Club Tourisme Libreville (CTL) qui regroupe, les compagnies aériennes, les hôteliers, les restaurateurs et quelques agences, Go To Gabon, etc.

Nous avons pris avec nous d'organiser les guides en Syndicat d'initiatives des guides professionnels du tourisme (qui est bien une association et non un syndicat), et d'organiser l'association des cuisiniers gabonais, nous sommes donc progressivement en train d'organiser les différentes corporations contenues dans la classification internationale des activités touristiques (CITAT) qui prend en compte toutes les activités de la chaîne de valeurs du tourisme pour un meilleur suivi. Dans notre philosophie, le partenariat public-privé pour la relance du tourisme doit être renforcé à tous les niveaux : local, national et voire même intra régional. En prenant l'exemple du niveau local, les organismes de gestion des destinations comme les offices locaux de tourisme, une fois mis en place, peuvent jouer un rôle de premier plan en réunissant les multiples parties prenantes afin de les aider à coordonner et à entreprendre

des actions communes pour promouvoir leurs destinations et aider à la promotion et au développement du le tourisme au Gabon.

### ENOROMI MAGAZINE

La « marque Gabon » a du mal à être présente à l'international. Il revient généralement qu'il n'y a pas d'interface efficace pour avoir accès à l'information sur la destination Gabon. Comment comptez-vous y remédier ?

#### Christian MBINA

Nous avons pris le dicton de Al Ries et Laura Ries au sérieux quand ils disent dans The 22 immutable laws of branding: « Brand is a perception in the prospects' mind » ce qui veut dire : « La marque est une perception dans l'esprit des prospects. »

Vous savez, le Gabon est plein d'âme, coloré et divers, avec un patrimoine culturel et des attractions naturelles uniques. Tout cela doit être exploité dans le cadre d'une identité pays afin de construire une image de destination crédible et attrayante. La marque Gabon doit être la synthèse des caractéristiques et des atouts hétérogènes de chaque paysage, chaque village, chaque ville et province, qui s'intègrent dans une marque nationale autonome véhiculant un message commun fondé sur des valeurs communes et partagées.

Il faut un narratif magnifique derrière une marque qui doit l'être tout autant pour un pays extraordinaire et regorgeant tant de richesses et d'attraits. Pour beaucoup, qu'ils soient spécialistes ou non,

la marque se résume encore à l'identité visuelle - nom, logo, design, emballage, etc. -, et dans la plupart des cas, elle est réduite à la composante esthétique et à l'identité visuelle d'une organisation. Le concept de marque d'un pays a évolué pour signifier la résonance émotionnelle comme quand il s'agit d'un produit ou d'un service. La marque d'un pays, dans son ensemble, est informée par trois tendances mondiales, à savoir : l'individualisme, la mondialisation et les expériences symboliques. À l'instar des marques des autres pays africains, qui ont pris de l'avance, le Gabon pourrait présenter divers « flagship » produits, expériences et valeurs, sous la forme d'une multidestination, afin d'attirer les voyageurs potentiels et de faire connaître ce pays en tant que destination unique.

Chez les autres, il s'agit d'attractions touristiques emblématiques telles que les chutes Victoria (Zambie et Zimbabwe), la montagne de la Table, le parc national Kruger (Limpopo / Mpumalanga, Afrique du Sud), le mont Kilimandjaro (Tanzanie), la grande migration dans le Maasai Mara (Kenya / Tanzanie), les châteaux d'Elmina et de Cape Coast (Ghana), les safaris (Botswana / Kenya), le trekking des gorilles (Rwanda / Ouganda) et de nombreuses destinations balnéaires (Cabo Verde, Maurice, Seychelles ou Zanzibar), pour n'en citer que quelques-unes. Chez nous, toutes ces attractions peuvent se développer à une échelle plus restreinte, le Gabon est un paradis, je le confirme.

C'est pourquoi nous semblons lents, mais ce que nous sommes en train de produire va être reconnu et accepté par tous les Gabonais. Il s'agit de la marque pays, de l'image du Gabon, du positionnement du Gabon comme produit touristique et destination internationale qui va challenger ceux qui ont 200 ans voir 300 ans d'avance sur nous. Notre pays est magique, magique et a du potentiel pour être une destination de qualité.

### ENOROMI MAGAZINE

Une bonne stratégie marketing pays est essentielle si l'on veut promouvoir la « marque Gabon ». Avez-vous élaboré un plan d'action allant dans ce sens ?

#### Christian MBINA

Oui, bien sûr notre plan d'action réside dans ce qui a été défini par le document

de politique principal qui est le PSGE, dans ce document, la vision du Gabon pour le tourisme à l'horizon 2025 est que : « Le Gabon soit la première destination pour l'écotourisme en Afrique Centrale et une destination phare du tourisme d'affaires et événementiel (BTMICE) en Afrique » qui prévoyait déjà de recevoir 500 000 touristes en 2025 si nous n'avions pas eu la crise covid.

En suivant nos objectifs, il est essentiel de :

- Devenir compétitif et bien positionner le Gabon sur le marché du tourisme mondial et continuer à croître à long terme.
- Développer une perception positive du Gabon sur le marché international, régional et national, le Gabon est un pays aux multiples facettes qui peut porter un superbe narratif, avec un bon storytelling.
- Mettre en place des outils de gouvernance, un professionnalisme et une image de marque du secteur tourisme gabonais consolidés au niveau international, avec des professionnels et acteurs du secteur touristique possédant une formation de qualité.
- Brander une marque positive qui sait se vendre.

### ENOROMI MAGAZINE

Lors d'une de vos sorties médiatiques vous annonciez la mise en place d'office de tourisme dans les collectivités locales. De quoi s'agit-il concrètement, et où en sommes-nous ?

#### Christian MBINA

En effet, dans le Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE), le secteur du tourisme a été ciblé par les plus hautes autorités comme l'un des secteurs prioritaires susceptibles de contribuer significativement à la diversification de l'économie gabonaise jusqu'ici essentiellement centrée sur les industries extractives (pétrole, mines, etc.). Ainsi, pour un déploiement efficace de la politique touristique, dans le cadre de la stratégie globale de développement économique et social, il est d'une impérieuse nécessité, de mettre en

place des structures de développement et/ou de promotion du tourisme, en tenant compte des spécificités de chaque localité. Or, force est de constater la quasi-inexistence de ces relais, permettant d'animer le tourisme au niveau local, ce qui représente un frein important dans la vision de développement de ce secteur et ne favorise pas, par la même occasion, l'essor économique des localités ni l'amélioration des conditions de vie des populations.

Pour répondre à cette problématique, l'Agatour, dans son rôle de catalyseur de la Destination Gabon, propose la création et l'opérationnalisation des offices de tourisme locaux. L'agence veut ainsi impulser le développement et la production économique et touristique au sein des collectivités territoriales, ce serait aussi un exemple intersectoriel entre le ministère du Tourisme et le ministère de la Décentralisation, chargé du Développement des territoires, ce d'autant plus que seules ces collectivités sont habilitées à créer les offices de tourisme.

Aussi, au regard de la crise sanitaire mondiale actuelle, le développement et la promotion du tourisme domestique deviennent un impératif stratégique, car, en plus d'être porteur d'opportunités de développement pour l'économie locale en particulier et nationale en général, le tourisme domestique va jouer un rôle essentiel dans la relance de ce secteur d'activités, et la création des offices locaux de tourisme en constitue une des étapes.

La mise en place des offices locaux de tourisme vient renforcer une volonté de porter le développement du tourisme vers les territoires afin de garantir un essor certain du tourisme domestique et consolider le développement économique des territoires. En outre, ce projet d'envergure va permettre une meilleure valorisation des richesses naturelle, culturelle, historique et du patrimoine de chaque territoire à travers des offres de produits touristiques de qualité et répondant à la demande nationale et internationale. À ce jour, nous avons déjà aidé 5 conseils départementaux volontaires à rédiger les statuts de leurs offices, nous avons fait des missions de terrain, nous sommes en attente de la promulgation du décret pour mieux élaborer ce projet avec les collectivités.

**ENOROMI MAGAZINE**

Actualité oblige, le secteur du tourisme est encore fortement touché par la crise liée à la COVID-19. Les opérateurs de ce secteur sont aux abois ? Un plan de relance est-il en réflexion pour soulager ces chefs d'entreprises et sauver les milliers d'emplois qu'il génère ?

**Christian MBINA**

Dès que la crise est arrivée, un guichet d'assistance a été mis en place par le Ministère du Tourisme pour soutenir les opérateurs économiques du secteur touristique (Hôtels, bars, restaurants, Cafés et assimilés) impactés par la crise de la Covid. L'objectif était d'informer toutes les personnes morales et physiques du secteur touristique sur toutes les mesures d'accompagnements prises par le gouvernement de la République.

Beaucoup de mesures d'accompagnements avaient été prises par le gouver-

nement, mais plusieurs entreprises n'ont pas pu avoir accès à ce soutien pour des défaillances documentaires et ne répondaient pas aux règles instituées, d'où l'importance d'être constitué légalement et d'être en règle avec l'administration. Mais nous avons trouvé heureusement d'autres méthodes d'accompagnement que nous vous avons énuméré ci-dessus.

**ENOROMI MAGAZINE**

Le Gabon participe depuis le 1er octobre, et ce jusqu'au 31 mars 2022, à l'exposition universelle de Dubaï. Quel est rôle de l'AGATOUR dans cet événement ?

**Christian MBINA**

Le Gabon est présent à l'Exposition universelle de Dubaï. Notre pavillon est remarquable et bien positionné, il présente l'âme du Gabon, ses diverses couleurs, son patrimoine culturel et ses attractions naturelles uniques. Actuellement il draine

par jour pas moins de 1000 visiteurs. Vu que tout le monde ne peut pas faire le déplacement pour aller faire sa promotion sur place, nous sommes en train de concevoir avec tous les acteurs et promoteurs du tourisme gabonais, une application sous forme QR Code qui peut être flashée par téléphone et qui donnera des informations sur tous les opérateurs qui ont souhaité être référencé dans la plateforme. C'est d'ailleurs l'occasion pour moi ici d'inviter tous les acteurs faisant parti de la chaîne de valeur du tourisme de se faire identifier auprès de l'AGATOUR et voir l'opportunité de mettre son activité en lumière pour aider à créer cette attractivité de notre destination. Pour plus d'information sur le pavillon Gabon à l'expo Dubaï 2020 :

<https://www.expo2020dubai.com/fr/understanding-expo/participants/country-pavilions/gabon>

**ENOROMI MAGAZINE**  
**Qui est Christian MBINA ?****Christian MBINA**

Je suis actuellement, le Directeur général de l'Agence gabonaise de développement et de promotion du tourisme et de l'hôtellerie depuis deux ans, après avoir été Directeur technique de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux du Gabon pendant près de 10 ans. J'ai plus de 25 années d'expérience dans les domaines de l'expédition en nature, de l'écotourisme, de la découverte et de la Conservation des écosystèmes particuliers du Gabon et du bassin du Congo et j'ai parcouru ou visité plus de 30 pays à travers le monde dans ce cadre professionnel.

Une expérience professionnelle avec la Wildlife Conservation Society (WCS) en Afrique et le Fonds mondial pour la nature (WWF) m'a aidé à réaliser l'évaluation des sites classés qui sont aujourd'hui des parcs nationaux au Gabon avec mes équipes dans toutes les forêts du Gabon sac à dos à dormir sous tente pendant toute cette période. Des collaborations dans la production de plusieurs articles scien-

tifiques publiés dans The Journal of Applied Ecology and Conservation et dans le journal scientifique The Nature.

Je suis un des Gabonais précurseurs dans la mise en place des méthodes de gestion forestière, ce qui m'a fait accompagner l'entreprise Rougier Gabon dans ses certifications ISO 14001 et FSC en 2008.

J'ai participé à la vulgarisation des principes environnementaux avec les premières ONG environnementales créées au Gabon par mes amis et moi, « les amis du Pangolin » qui éditait le journal « le cri du Pangolin » et l'ONG « Aventures Sans Frontières ». J'ai participé à des films documentaires avec Yann Arthus-Bertrand (vue du ciel numéro 13 ; Les Héros de la Nature) et écrit dans plusieurs journaux locaux.

- Je suis en attente de la remise de mon MBA en Gestion des Organisations ;

- Je suis Ingénieur en Écologie, et gestion de la biodiversité, titulaire d'un diplôme de Master Sciences, Tech-

nologies, Santé ; Mention Biologie, Géosciences, Agro ressources et Environnement : Spécialité Écologie Fonctionnelle et Développement durable de l'Université des Sciences et Techniques de Montpellier II en France.

- J'ai une Licence en Agriculture de l'École Supérieure d'Agriculture d'Angers, option Gestion et Protection de la Nature, spécialité Gestion des milieux naturels.

Marié et père de 4 magnifiques enfants

J'aime, je protège, valorise et défends depuis toujours le potentiel du Gabon en matière de découvertes et de rencontres. Je crois en cette terre unique au monde en ses richesses culturelles et naturelles et j'aspire à partager les expériences touristiques extraordinaires qu'elle procure avec le plus grand nombre. ●

Propos recueillis par  
**Christian BOUA**



# Urban<sup>3</sup>

104.5 la station urbaine



**11 ans déjà...**  
*Joyeux anniversaire*

COMME LE VIN,  
ON SE BONIFIE AVEC L'ÂGE

urban fm  
104.5

▶ ENTREPRENEURIAT

*Meye*  
**LEINA  
MEYE**

**La cake  
designer  
à la mode**

**La pâtisserie connaît un essor fulgurant au Gabon. Le secteur a vu éclore ces dernières années quelques talents dont le potentiel laisse entrevoir la création prochaine d'une véritable industrie nationale. De jeunes compatriotes n'ont d'ailleurs pas hésité à en faire leur principale activité. C'est le cas de Leïna MEYE, qui se définit comme une « cake designer » dans le cadre de son métier de traiteur. L'entrepreneure a accepté de nous conter son histoire.**

#### ENOROMI MAGAZINE

Bien que votre renommé vous précède dans le monde très fermé des wedding planners, certains de nos lecteurs ne vous connaissent encore que très peu. Qui est Leïna MEYE ?

#### Leïna MEYE

Je suis une entrepreneure gabonaise de 36 ans. Devenue mère il y a 4 ans, je me suis installée à Libreville dans l'objectif de réaliser ma grande passion, qui est la cuisine. Aussi, passionnée de cuisine en général, suis-je devenu il y a quelques années cake designer, c'est-à-dire, créatrice en pâtisserie. Ce talent m'a permis, il y a un peu plus de deux ans, de fonder mon entreprise Sweet & Sour dont j'assume la gérance.

#### ENOROMI MAGAZINE

Comment vous est venu l'idée de transformer votre passion en source de revenus ? Sinon, quelles ont été les principales raisons qui vous ont aidé à vous lancer dans l'entrepreneuriat ?

#### Leïna MEYE

Il faut croire que la quête d'une autonomie financière peut vous conduire à vous poser les bonnes questions, capables de vous permettre de faire le bilan sur votre potentiel. Il m'est arrivé de penser à comment faire pour pouvoir réaliser mon rêve d'indépendance financière, la réponse a été immédiate, il fallait que je construise quelque chose sur la base de ce que je pouvais faire. La bonne idée est venue de ma passion pour la cuisine, particulièrement la pâtisserie.

Pour le second volet de la question. Je peux vous dire que l'environnement dans lequel j'ai grandi a été un catalyseur. Ma maman et mon père sont dans l'entrepreneuriat. Ma mère depuis toujours et mon père l'a rejoint dès son départ à la retraite. Il n'était donc pas envisageable pour moi que je termine derrière un bureau. Je me suis engagé à un moment crucial. Nous vivions un « âge d'or » de promotion de l'auto-entrepreneuriat au Gabon et ailleurs. J'ai tout simplement su percevoir le potentiel de mon activité et je me suis lancée.

#### ENOROMI MAGAZINE

Dans le monde de la pâtisserie et du cake design, beaucoup de noms semblent déjà se hisser sur le podium. En tant que cake designer, qu'est-ce qui vous démarque de la concurrence ?

#### Leïna MEYE

Je voudrais, tout d'abord, dire que je ne trouve pas nécessaire de nous mettre en concurrence les uns avec les autres. Nous avons chacun notre univers et pouvons même être complémentaires. Sweet & Sour, c'est avant tout donner vie de manière créative, ludique et raffinée, aux envies de nos clients. C'est susciter l'émotion des sens par nos visuels et par nos saveurs et parfums. Nous tenons également à nous démarquer par notre professionnalisme et notre rigueur, car ce n'est pas un passe-temps, mais une entreprise à part entière.

#### ENOROMI MAGAZINE

Comment parvenez-vous à consolider vie professionnelle de votre vie sociale et familiale ?

#### Leïna MEYE

C'est un équilibre à trouver et il est fragile. Il faut garder en tête qu'on travaille pour vivre, on ne vit pas pour travailler. Ma passion, mon travail, mes amis et ma famille sont des parties intégrantes de qui je suis. J'aménage donc du temps pour chacun. Car, c'est dans ces moments de "respiration", ces parenthèses entre amis et les moments privilégiés en famille que je me ressource, trouve l'inspiration et puise les forces qui me permettent de continuer de créer et d'avancer dans l'univers pas toujours rose de l'entrepreneuriat.

#### ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont les valeurs que vous défendez au quotidien ?

#### Leïna MEYE

Une entreprise comme Sweet & Sour, qui est basée sur le service à la personne, ne peut que cultiver : le respect de soi, d'autrui et du temps de chacun. Ensuite, nous accordons une place importante à l'humilité, la rigueur, l'esthétique et le beau, le bon goût et l'équilibre des arômes sinon des parfums. C'est également essentiel dans notre métier d'avoir une pointe de rigueur dans la présentation de nos produits. Surtout dans la mesure où notre travail se mesure sur la base de la vue et du goût.

#### ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont vos plus beaux souvenirs depuis le début de votre aventure de cake designer ?

#### Leïna MEYE

Difficile de n'en choisir que quelques-uns ! Chaque réalisation a son histoire avec ses péripéties, de vrais films d'action (rires). Mais, voir se matérialiser des envies, susciter des émotions, rencontrer de belles personnes et rendre des événements marquants uniques et inoubliables ; ce sont des souvenirs que je chéris.

#### ENOROMI MAGAZINE

Que souhaiteriez-vous dire comme phrase de fin à tous ceux qui pensent encore que cake designer n'est pas un véritable métier ?

#### Leïna MEYE

Je cuisine/pâtissière. Je crée. Je suis gestionnaire de ressources humaines, comptable, chargée d'approvisionnement et du stock. Je suis chargée de communication, je suis gestionnaire de crise, je suis chargée de recherche et développement, je suis team manager, je suis commerciale, je suis chargée du SAV...Je suis cake designer. La liste est longue et d'autres compétences s'y ajouteront, car, c'est en constante évolution. Alors, oui, c'est un véritable métier en plus d'être un impressionnant numéro d'acrobatie. ●

Propos recueillis par  
Aude SHARYS

# Dossier

## DETTE PUBLIQUE

Entre doutes et assurances.

**I** Alors que son règlement était clairement en baisse à fin juin 2021 par rapport à la même période l'année précédente, soit -61,1%, le succès du nouvel emprunt obligataire annoncé par le gouvernement en novembre 2021 a diversement été accueilli. Si le gouvernement assure qu'il n'y a pas matière à craindre pour la capacité de l'État gabonais à assumer, certains experts du domaine y voient une opération à risque qui finira par étrangler le pays.



## UN NOUVEL EMPRUNT A 458 MILLIARDS DE FCFA.

Le 18 novembre 2021, le gouvernement, par l'entremise du ministère de l'Économie et de la Relance a annoncé le succès de l'opération d'émission obligataire lancée par l'État gabonais sur les marchés financiers internationaux, le 17 novembre 2021. En seulement 24 heures, le pays est en effet parvenu à récolter un montant total de 800 millions de dollars US ou 458 milliards de francs CFA, d'une maturité finale de 10 ans avec un taux d'intérêt de 7%. « Le montant mobilisé sera affecté au rachat de manière anticipée de plus de 90% de l'encours résiduel de l'émission

arrivant à échéance en 2024 d'un montant de 736 millions de dollars US ou 420 milliards de francs CFA », explique le communiqué du gouvernement.

Pour les autorités gabonaises, ce succès n'a rien d'anodin. Il repose notamment sur trois faits qui ont particulièrement convaincu les bailleurs de fonds internationaux : l'accord triennal 2021-2023 conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) en appui à la mise en œuvre du Plan d'accélération de la transformation (PAT), le renforcement du dispositif de bonne gouvernance, la revue à la hausse de la note souveraine du Gabon (B- contre CCC) par l'agence de notation

Fitch Ratings et la réadhésion du pays à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

Si ces arguments dont les autorités assurent qu'ils ont joué en faveur de la souscription des bailleurs sont partagés par tous les experts, y compris les plus critiques, l'initiative du gouvernement est diversement appréciée dans l'opinion. Certains économistes y voient un danger. C'est le cas de l'analyste Mays MOUISSI qui n'a pas manqué de le faire savoir dans une nouvelle tribune parue chez plusieurs de nos confrères, intitulée « Pourquoi le nouvel emprunt obligataire de 458 milliards XAF pose problème ? » ●

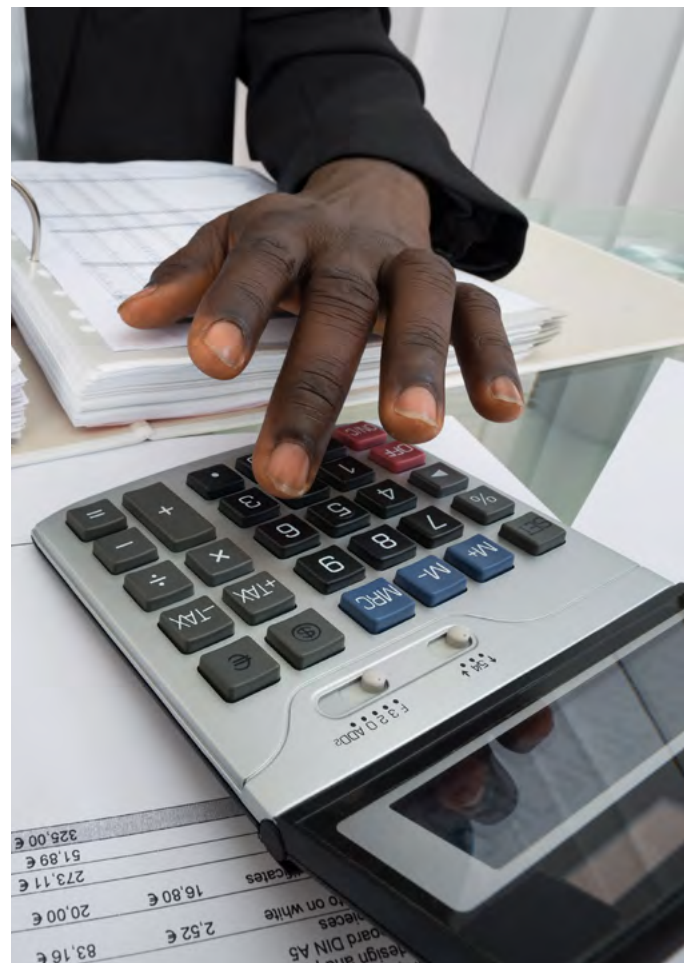
## LES DOUTES ET LES CRAINTES DE MAYS MOUISSI.

Parmi les principaux critiques de l'action économique du gouvernement, Mays MOUISSI apparaît sans conteste comme un des plus alertes et des plus prolifiques. Peu après l'annonce du succès de cette nouvelle émission obligataire, l'économiste a exprimé ses doutes et fait part de ses craintes quant à cette initiative qui, pour lui, « consiste à substituer une dette sur laquelle pèse un taux d'intérêt de 6,375% par une dette nouvelle, plus chère, dont le taux d'intérêt est de 7%, soit 62,5 points de bases de plus que l'emprunt précédent à la charge du contribuable ».

L'analyste rappelle en effet que l'eurobond de 2013 dont l'échéance était fixée pour 2024 et qui est censé être remboursé par le nouvel

emprunt de 2021 avait lui-même pour objectif d'assurer le remboursement d'un eurobond précédent de 2007 prévu arriver à échéance en 2017. « Cependant, relèvet-il, une différence majeure distingue cette opération passée de celle que le gouvernement vient de porter à la connaissance de l'opinion [...] : si les emprunts de 2013 et de 2021 ont eu pour effet d'étendre le profil de maturité de la dette du Gabon, l'eurobond de 2021 accroît la charge de la dette pour notre économie tandis que l'eurobond de 2013 la réduisait ».

Pour Mays MOUISSI, « il paraît donc évident que l'eurobond de 2021 n'est pas un si grand succès pour les finances publiques du Gabon puisqu'il accroît l'encours de la dette, en étend la maturité et augmente la charge financière qui absorbe une part sans cesse croissante du budget national ». ●



## RÉACTION DU GOUVERNEMENT.

Contacté par nos confrères du quotidien L'Union pour réagir à l'analyse pour le moins pessimiste de notre compatriote analyste économiste, le ministère de l'Économie et de la Relance a défendu l'initiative de l'État gabonais qu'il a porté. Pour le département dirigé par Nicole Janine Lydie ROBOTY MBOU, cette nouvelle n'a rien de négatif pour les comptes de l'État et ne réduirait en rien sa capacité à assumer ses responsabilités aussi bien vis-à-vis des populations que vis-à-vis des bailleurs de fonds. Bien au contraire. L'administration a tenu à faire les réponses suivantes :

### 1- Le financement des projets d'investissement compromis ?

« La question du remboursement de la dette au détriment du financement des projets d'investissement ne se pose pas. L'opération était prévue pour le remboursement exclusivement. Le financement des projets n'était pas prévu dans le cadre de cette opération pour laquelle le gouvernement a obtenu le quitus du Parlement. S'inscrivant dans le cadre de la Stratégie de gestion active de la dette, cette opération d'émission permet ainsi de réduire, de manière conséquente les risques de financement à court et moyen termes dans un contexte financier et monétaire contraignant. C'est sur la base de cet argument que le Parlement a donné l'autorisation au gouvernement de lancer ladite opération. Aussi, faut-il noter que le financement des projets prioritaires, dans la mise en œuvre du PAT, pour améliorer le quotidien des populations est une priorité. La mobilisation des ressources auprès des partenaires techniques et financiers (FMI, BAD, AFD, BDEAC, UE, BM, etc.) atteste bien des efforts consentis par le gouvernement pour matérialiser ses engagements. »

### 2- Que vaut la signature du Gabon ?

« Le succès de l'opération traduit la crédibilité de la signature du Gabon sur les marchés financiers internationaux. Cela s'explique par le taux de participation record à l'opération de rachat s'établissant à plus de 90% de l'encours résiduel ou 95% de l'encours original de l'instrument à échéance en 2024. Ce niveau. Ce niveau de participation des investisseurs à l'opération de rachat est sans précédent sur le continent africain, et dépasse de loin les attentes des banques-chefs de file et du marché. Le Gabon est donc crédible auprès des bailleurs internationaux. » ●

## LA DETTE PUBLIQUE A FIN JUIN 2021.

Selon l'analyse de la dette publique faite par la direction générale de l'Économie et de la Politique fiscale (DGEPF), au terme des six premiers mois de l'année 2021, la situation de la dette publique s'est caractérisée par une forte baisse des règlements, des décaissements et un léger accroissement du stock de la dette.

### 1- Le règlement

À fin juin 2021, note la DGEPF, le règlement cumulé de la dette publique s'est établi à 323,9 milliards de FCFA par rapport à la même période en 2020, soit une baisse de 61,1%. Il s'agit des paiements de la dette extérieure (112,8 milliards de FCFA) et de la dette intérieure (211,1 milliards de FCFA).

En baisse de 82,2%, le règlement de la dette extérieure concerne les marchés financiers internationaux, la dette multilatérale, bilatérale et commerciale. Il intègre :

- les paiements extérieurs courants d'un montant de 87,9 milliards avec 17,6 milliards de FCFA de dettes bilatérales, 1,3 milliard de FCFA de dettes commerciales, 24,7 milliards de FCFA de dettes multilatérales et 44,3 milliards de FCFA de dettes envers le marché financier international ;
- Les paiements d'arriérés de 24,8 millions de FCFA, dont 14,9 millions de FCFA auprès des multilatéraux et 9,7 millions de FCFA auprès des commerciaux et 0,2 million de FCFA auprès des bilatéraux.

Ainsi, à fin juin 2021, le paiement de la dette intérieure s'est élevé à 211,1 milliards de FCFA, soit une augmentation de 7,0% par rapport à la même période en 2020. Cette évolution est consécutive à la forte hausse du règlement au moratoire.

### L'évolution du règlement de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre			
	2020		2021		2020	2021	Poids	Variation
	T3	T4	T1	T2				
<b>Dette extérieure</b>	<b>79,1</b>	<b>81,3</b>	<b>35,9</b>	<b>112,8</b>	<b>635,0</b>	<b>112,8</b>	<b>34,8%</b>	<b>-82,2%</b>
Multilatérale	16,7	30	12,9	39,6	45,2	39,6	12,2%	-12,4%
Bilatérale	22,8	14,5	0,2	17,9	30,0	17,9	5,5%	-40,5%
Commerciale	21,3	11,2	4,9	11,1	41,8	11,1	3,4%	-73,5%
Marché financier Internat.	18,3	25,7	17,9	44,3	517,9	44,3	13,7%	-91,4%
<b>Dette intérieure</b>	<b>80,4</b>	<b>105,6</b>	<b>25,8</b>	<b>211,1</b>	<b>197,3</b>	<b>211,1</b>	<b>65,2%</b>	<b>7,0%</b>
Bancaire	29	46,2	17,2	50,0	62,4	50,0	15,4%	-19,9%
Moratoires	22,4	10	1,6	92,8	20,7	92,8	28,6%	348,3%
Divers	-	1			2,5			-100,0%
Marché financier Rég.	29	48,3	7	68,3	111,7	68,3	21,1%	-38,8%
<b>Total</b>	<b>159,6</b>	<b>186,9</b>	<b>61,7</b>	<b>323,9</b>	<b>832,3</b>	<b>323,9</b>	<b>100,0%</b>	<b>-61,1%</b>

## 2- L'évolution des tirages sur financement

L'État gabonais a bénéficié des décaissements sur emprunts extérieurs et intérieurs entre janvier et juin 2021. Le montant total de ces décaissements s'est établi à 432,1 milliards de FCFA sur le premier semestre de l'année, soit une baisse de 49,2% par rapport à la même période en 2020. Explication : les tirages sur financements extérieurs auprès des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux ont connu une baisse respective de 84,6% et de 15,4%.

La DGEFP ajoute que les tirages auprès des bailleurs de fonds extérieurs ont représenté 5,3% de l'enveloppe globale. Ceux-ci proviennent de l'Agence de développement française (AFD), de la Banque africaine de développement (BAD), de la Banque mondiale et de Banco Santander.

Par ailleurs, relève l'administration, les tirages sur financements intérieurs ont fortement progressé suite aux décaissements de 409,3 milliards de FCFA sur le marché régional.

## L'évolution des tirages sur financement

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre			
	2020		2021		2020	2021	Poids	Variation
	T3	T4	T1	T2				
<b>Dettes extérieures</b>	<b>206,1</b>	<b>25,7</b>	<b>12,3</b>	<b>22,7</b>	<b>691,3</b>	<b>22,7</b>	<b>5,3%</b>	<b>-96,7%</b>
Multilatérale	184	11,6	10	13,6	88,6	13,6	3,2%	-84,6%
Bilatérale	16,8	8,6	2,3	6,3	7,5	6,3	1,5%	-15,4%
Commerciale	5,3	5,5		2,7		2,7	0,6%	
Marché financier Inter.	-	-			595,2			
<b>Dettes intérieures</b>	<b>63,7</b>	<b>161,7</b>	<b>152,6</b>	<b>409,3</b>	<b>159,4</b>	<b>409,3</b>	<b>94,7%</b>	<b>156,8%</b>
Marché financier Rég.	63,7	161,7	152,6	409,3	159,4	409,3	94,7%	156,8%
<b>Total</b>	<b>269,8</b>	<b>187,4</b>	<b>164,9</b>	<b>432,1</b>	<b>850,7</b>	<b>432,1</b>	<b>100,0%</b>	<b>-49,2%</b>



## 3- Le stock de la dette publique

De janvier à juin 2021, l'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de 14,7% à 6539,9 milliards de FCFA. Cette hausse du stock est due à l'accroissement de l'encours de la dette intérieure (+48,4%) et extérieure (+0,9%).

L'augmentation de la dette extérieure est quant à elle imputable au renforcement des engagements auprès de toutes les composantes. Ainsi, à fin juin 2021, la structure du portefeuille de la dette publique est composée 62,3% de la dette extérieure et de 37,7% de la dette intérieure. ●

## L'évolution du stock de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier Semestre			
	2020		2021		2020	2021	Poids	Variation
	T3	T4	T1	T2				
<b>Dettes extérieures</b>	<b>4142,1</b>	<b>4052,4</b>	<b>4131,45</b>	<b>4075,5</b>	<b>4040,2</b>	<b>4075,5</b>	<b>62,3%</b>	<b>0,9%</b>
Multilatérale	1645,8	1627,9	1634,2	1616,0	1468,4	1616,0	24,7%	10,0%
Bilatérale	858,5	841,4	864,1	850,5	857,7	850,5	13,0%	-0,8%
Commerciale	273,6	269,1	271	265,5	288,4	265,5	4,1%	-8,0%
Marché financier International	1364,3	1314,1	1362,17	1343,4	1425,7	1343,4	20,5%	-5,8%
<b>Dettes intérieures</b>	<b>1693,0</b>	<b>2243,5</b>	<b>2295,0</b>	<b>2464,5</b>	<b>1660,4</b>	<b>2464,5</b>	<b>37,7%</b>	<b>48,4%</b>
Bancaire	784,6	887,6	884,9	861,8	802,4	861,8	13,2%	7,4%
Moratoires	256,4	575,7	544,2	479,1	248,6	479,1	7,3%	92,7%
Divers			865,9					
Marché financier Régional	652,0	780,8		1123,5	609,5	1123,5	17,2%	84,3%
<b>Total</b>	<b>5835,1</b>	<b>6295,9</b>	<b>6426,4</b>	<b>6539,9</b>	<b>5700,7</b>	<b>6539,9</b>	<b>100,0%</b>	<b>14,7%</b>



# Tribune

## Les coûts cachés : le malaise des organisations.

L'environnement économique mondial devient de plus en plus complexe au regard des fortes évolutions technologique, sociale, environnementale et politique. Ainsi, la recherche de la performance occupe une place centrale dans le contexte économique actuel. Cependant, la notion de « coût performance caché » devient un enjeu pour la prise de décision au sein des organisations. La gestion optimale de l'ensemble des coûts permet aux décideurs d'affiner les stratégies à développer en matière de performance de leurs organisations.

Ce concept « coût performance caché » n'est pas pris en compte dans la gestion des organisations africaine. À travers cet article, nous voulons donner une idée claire du concept et interpeller les décideurs africains sur la valeur ajoutée qu'apporte l'analyse des coûts cachés dans la rentabilité des organisations. À cela, nous répondons à trois questions : Qu'est-ce qu'un coût caché ? Quelles sont les origines des coûts cachés ? Comment convertir les coûts cachés en valeur ajoutée au sein d'une organisation ?

### Qu'est-ce qu'un coût caché ?

La notion des coûts désigne l'ensemble de charges supportées par l'organisation. Il existe plusieurs méthodes d'analyses des coûts : la méthode de coûts complets, la méthode des coûts par activités (ABC), la méthode des coûts cachés... La comptabilité a pour mission d'enregistrer toutes les charges de l'organisation. Ainsi, les coûts visibles sont inscrits dans la comptabilité générale et possède une dénomination comptable. Selon Boisvert (2007), le coût est la somme d'argent exigé en contrepartie d'un bien ou un service lors de son acquisition...

Pour H. SAVALL (2015), professeur émérite de l'Université Jean MOULIN Lyon II et fondateur de l'Institut Socio des Entreprises et des Organisations (ISEOR), un coût est dit « caché » lors qu'il n'apparaît pas explicitement dans les systèmes d'informations de l'organisation tels

que la comptabilité générale, la comptabilité analytique, le budget, les tableaux de bord...

En ce qui nous concerne, le coût caché comme son nom l'indique est un coût de l'organisation qui est invisible dans le système de gestion classique de l'information, il peut être un coût de performance caché. La présence des coûts cachés au sein des organisations révèle l'existence de dysfonctionnements et d'anomalies dans son fonctionnement.

### L'origine des coûts cachés.

Les coûts cachés naissent des dysfonctionnements accumulés par l'organisation. Généralement les coûts cachés proviennent d'un dysfonctionnement humain. L'absentéisme est régulièrement pointé du doigt, mais la rotation excessive du personnel, les produits ou services de mauvaise qualité, les délais non respectés sont tous des exemples de dysfonctionnements qui engendrent de nécessaires corrections, et donc des coûts cachés.

Quels que soit la taille, le secteur d'activité, l'ancienneté ou encore la zone d'implantation, toute organisation dysfonctionne et génère des coûts cachés. Certains dysfonctionnements sont simplement à prendre en compte, et non à corriger, c'est le cas de l'absentéisme dû à un congé annuel, à la grippe saisonnière... il ne se corrige pas, il se prévoit. Néanmoins, la majorité des dysfonctionnements, et donc des coûts engendrés, peuvent être corrigés, au moins en partie, afin d'éviter les conséquences sur la performance : surcharge de travail, de masse salariale, de consommation...

### La difficulté de la mesure des coûts cachés.

Les dysfonctionnements sont difficilement chiffrables vu la difficulté à déterminer leur origine. Si l'utilisation superflue de papier dans l'imprimante ou la gestion abusive d'électricité et d'eau au sein d'une organisation sont facilement détectables, d'autres faits générateurs

de coûts cachés sont plus durement perceptibles. Le temps perdu, ou le capital immatériel sous-exploité sont d'excellents exemples de dysfonctionnements que les organisations publiques ou privées peinent à corriger, lorsqu'elles prennent le temps de le faire. Ils sont classés parmi les premières causes de coûts cachés en leur sein.

Selon les études menées par les spécialistes de la question, les coûts cachés liés à l'absentéisme obèrent la rentabilité de l'organisation de 1 200 000 à 6 millions de FCFA par personne et par an. Les coûts cachés de la rotation abusive du personnel contribuent à une perte comprise entre 2 millions à 16 millions de FCFA par personne et par an.

En corrigeant ses coûts cachés, une organisation dégagerait entre 3 millions et 20 millions de FCFA par personne et par an de gain de productivité et d'augmentation du chiffre d'affaires... À l'échelle d'une grande entreprise, les montants deviennent colossaux. Les coûts cachés diminuent ainsi la performance de l'organisation et peuvent même compromettre son existence.

### Comment réduire, voire éliminer les coûts cachés ?

La première étape consiste à la prise de conscience de leur existence. Cette première étape n'est pas forcément la plus évidente, puisqu'elle nécessite une prise de recul sur l'activité de son organisation. Assurer cet investissement en temps, en ressources intellectuelles, c'est franchir une grande étape. Une fois l'existence des coûts cachés admise au sein d'une organisation vient la deuxième étape, le diagnostic de l'organisation.

En sommes, les coûts cachés restent une vraie problématique pour les organisations africaines, quels que soit la nature, la taille, le secteur de l'organisation vu qu'ils sont présents dans toute organisation et dans ses différentes fonctions. Les dirigeants africains doivent s'approprier le concept des coûts performances cachés au sein de leurs organisations. L'efficacité d'une organisation dépend de sa capacité de prendre en compte son capital humain dans les stratégies de gestion. La réduction d'un coût caché met en lumière une performance cachée. ●

*Guy Joel Bawiribou Mawouiroulou*

**Docteur en Science de gestion,**  
Expert en performance des  
organisations, Spécialiste des  
coûts performances cachés au  
sein des organisations.





**5H**

DE LIBREVILLE

**1H**

DE NDJOLE

**45Min**

DE MITZIC

**1H30**

D'OYEM

**CONTACTS**

**+241 77 54 54 65**

**+241 77 01 01 27**

# Enquête



# DETTE INTÉRIEURE

## De nouvelles révélations.

Plus d'un an après les premières révélations ayant fait suite à la mise en place d'une taskforce spécialement dédiée, la seconde phase de l'audit de la dette intérieure menée ces derniers mois sous l'impulsion du président de la République a permis de faire la lumière sur de nouveaux cas de surfacturations liées aux prestations de certains opérateurs privés acquéreurs de marchés publics.

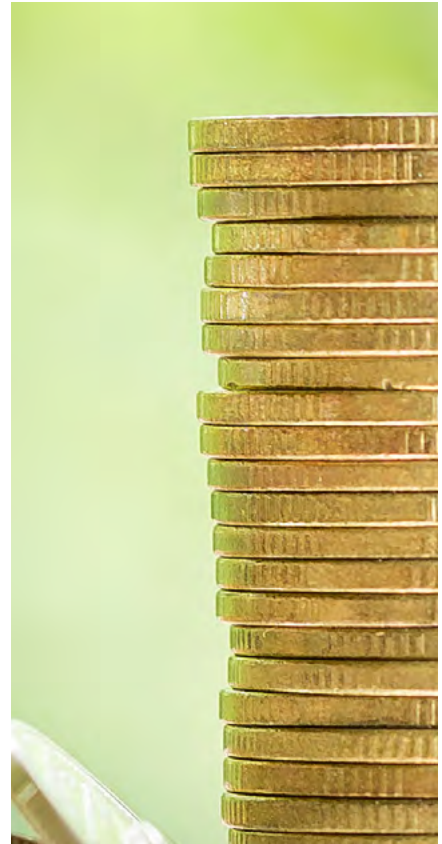
## Un air de déjà vu

Le scandale des surfacturations enregistré au début de ce mois de novembre n'est en réalité pas nouveau. Les nouvelles révélations faites par la taskforce sur la dette intérieure rappellent les précédentes d'octobre 2020. L'an dernier en effet, le vaste audit mené par le groupe de travail restreint mis en place à la présidence de la République à l'initiative d'Ali BONGO ONDIMBA avait permis de mettre le doigt sur de nombreuses irrégularités liées aux prestations de plusieurs entreprises ayant acquis des marchés publics au Gabon. Le cas qui a le plus défrayé la chronique a sans nul doute été celui relatif à la restauration dans les universités et grandes écoles publiques du pays.

L'audit placé sous la direction de Noureddin BONGO VALENTIN, à l'époque coordonnateur général des Affaires présidentielles, avait montré que, de manière tout à fait incompréhensible, le Centre national des œuvres universitaire (CNOU) avait validé et même certifié des factures pour le moins curieuses de la part

d'opérateurs officiant à l'Université Omar Bongo (UOB), à l'Université des sciences de la santé (USS), à l'Institut universitaire des sciences de l'organisation (IUSO), à l'École nationale des eaux et forêts (ENEF) et à l'Institut national des sciences de gestion (INSG). Cinq entreprises réclamaient 30 milliards de FCFA à l'État.

Seulement, ayant regardé de plus près leurs différentes prétentions, la taskforce a décelé des incongruités à peine envisageables : « un kilo de poisson était facturé entre 5000 et 10 000 FCFA ; le manioc Obamba à 900 francs la pièce ; une boîte de lait de marque Nido de 2,5kg à 17 850 FCFA avec une commande allant de 150 à 400 boîtes par mois ; du raisin frais pour 25 500 FCFA/kg ; le sac de riz de 50kg à 50 000 FCFA ; ou encore une pomme facturée à 2 500 FCFA la pièce [et 45 millions de FCFA/an pour du maïs doux à l'ENEF, qui ne compte que 100 élèves]», rapportait déjà le quotidien L'Union, en novembre 2020.



## 10 milliards de FCFA pour 1 kilomètre de route

Si la taskforce sur la dette intérieure de l'État avait décelé 370 milliards de FCFA de fausses créances en octobre 2020, ce montant pourrait s'apprécier à la hausse au terme de l'audit qui est actuellement mené. D'autant que, plus d'un an après la mise en place de ce groupe de travail, de nouveaux cas de surfacturation ont été rendus publics. Et les travaux publics, un secteur où de grosses sommes d'argent circulent n'y a pas échappé. Ce mois de novembre 2021, l'on a par exemple appris que la réhabilitation du tronçon routier allant du PK5 au PK12 a coûté plus d'argent qu'il n'a

fallu à l'État qui s'est par ailleurs endetté auprès de Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) pour financer ce projet matérialisé au bout de deux ans.

Choisie pour la réhabilitation de ce tronçon routier de 6,430 kilomètres, Colas aurait empoché au total 65 milliards de FCFA. Pour moins de 5 kilomètres, cette facture laisse penser que l'entreprise française de BTP filiale du groupe Bouygues a facturé 10 milliards de FCFA le bitumage de chaque kilomètre sur cette voie qu'elle a par ailleurs contribué à désengorger.

Or, des experts du domaine, y compris au sein de l'administration publique, assurent que le prix moyen d'un kilomètre à Libreville est de 800 millions de FCFA voire 1 milliard de francs au maximum. Il en aurait été de même pour la route reliant Port-Gentil à Omboué, longue de 90 kilomètres, dont le kilomètre a été facturé à 2,5 milliards de FCFA. Il s'agit, selon la taskforce, du double du prix moyen réel sur le marché.

## Le projet juteux des 5000 lampadaires solaires

Les nouvelles révélations faites par le groupe de travail sur la dette intérieure de l'État concernent également un projet lancé en 2018 par l'Agence nationale de grands travaux d'infrastructures (ANGTI), qui était censé améliorer la sécurité des habitants de certains quartiers de Libreville et ceux de plusieurs localités du pays, en améliorant notamment la qualité de l'éclairage public. Le gouverne-

ment avait souhaité en effet installer à divers endroits 5000 lampadaires solaires.

Flairant sans doute un gros coup à faire, des collaborateurs des ministres du Pétrole et celui de l'Énergie de l'époque auraient gonflé les prix, d'autant que ce projet était financé d'une part sur fonds propres de l'État, mais surtout par les sociétés pétrolières à travers le mécanisme PID et PIH (Provision pour investissement diversifié et Provision pour investissement en hydrocarbures).

Au total, ce projet aurait coûté 5 milliards de FCFA. Et si trois ans après la taskforce affirme que l'État a bel et

bien été abusé par certains cadres de l'administration publique ayant rendu possible des surfacturations, un ancien membre du gouvernement révèle que ce dossier a été entièrement piloté au niveau de la présidence de la République par d'anciens collaborateurs du chef de l'État aujourd'hui en conflit avec la loi. Ceux-ci auraient contribué à faire grimper les chiffres en facturant à 1 million de francs le lampadaire solaire. Sur le marché, le prix réel d'un lampadaire va de 250 000 à 300 000 FCFA, affirment des experts, qui regrettent que l'État ait été contraint de payer 3 à 4 fois plus cher.



## L'État grugé de 3 milliards de FCFA sur les cliniques mobiles

En décembre 2017, à l'occasion de sa traditionnelle adresse de fin d'année aux populations, Ali BONGO ONDIMBA avait annoncé la mise en place d'une flotte de plusieurs cliniques mobiles. Il s'agissait, précisait alors le ministère de la Santé, de camions à conteneurs médicalisés de type 4X4 et disposant d'équipements nécessaires pour réaliser des soins d'urgence et de base notamment au profit des populations ayant difficilement accès aux soins. Près de 4 ans après, il apparaît que seul le premier lot de 4 véhicules a été réceptionné par le ministère de tutelle.

À ce jour, selon les investigations de la taskforce, sur les 20 cliniques mobiles annoncées par le chef de l'État, semble-t-il, entièrement financées par le contribuable, 16 n'ont jamais été livrées jusqu'à aujourd'hui. Pourtant, selon les dernières révélations du groupe de travail, ces camions ont été facturés au prix fort. L'on évoque environ 3 milliards de FCFA au lieu des 40 millions que représente leur valeur réelle sur le marché. La raison de cette explosion des chiffres : ces camions ont été vendus 150 millions de FCFA l'unité à l'État gabonais. ●



# Mais... ENCORE!



## GSTORE MUSIC

*Première plateforme gabonaise de téléchargement de musique légale.*

*L'avènement de la Covid-19 a permis l'accélération de la digitalisation et la croissance des plateformes qui lui préexistaient. Au Gabon, GStore Music, site de vente légale des produits musicaux, s'est imposé depuis plus de trois ans comme le leader local dans le domaine. Une position curieusement confortée par les restrictions sanitaires. La plateforme permet aux artistes de continuer à écouler leurs productions. Entretien avec Abderl-Jaward BOKOUM, son concepteur.*

**ENOROMI MAGAZINE**

Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

**Abderl-Jaward BOKOUM**

Aux lecteurs d'ENOROMI MAGAZINE, je suis Abderl-Jaward BOKOUM, CEO de la plateforme [www.gstoremusic.com](http://www.gstoremusic.com). En vrai il n'y a pas grand-chose à dire sur moi, je suis un petit gabonais de derrière la prison. Grand passionné de musique, de digital, de marketing, mais surtout de cinéma et de mangas (rire).

**ENOROMI MAGAZINE**

Comment vous ait venu l'idée de créer une plateforme numérique d'achat des musiques locales ?

**Abderl-Jaward BOKOUM**

L'histoire en elle-même est assez ironique. Lorsque j'ai commencé à faire de la musique avec mes amis d'enfance, nous avions du mal à distribuer nos produits. On les partageait à notre entourage via Bluetooth à l'époque, et cela n'allait pas plus loin que ça. Pourtant, nous étions persuadés que nous faisons de la bonne musique (rire).

Se rendre populaire ou donner une certaine notoriété à notre musique était compliqué. Avoir l'accès aux radios locales était quasiment impossible, si vous n'aviez pas les ressources financières ou des connaissances qui y travaillaient. Le plus difficile était de mettre notre musique sur les plateformes parce qu'on n'avait ni les outils ni l'argent pour le faire. Il fallait des cartes visas, un compte PayPal, etc. Ce n'était pas chose courante à Libreville au début des années 2000. Et, je me suis dit que si nous avions ce genre de problèmes, c'est que d'autres rappeurs gabonais avaient également le même souci. C'est ici que naît l'idée de mettre en place un outil qui allait non seulement nous servir à nous et servir à la communauté. Car, je me suis toujours dit que « si on est dans cette situation c'est qu'il y en a forcément d'autres ».

**ENOROMI MAGAZINE**

Pourquoi avoir fait le choix de ne diffuser que de la musique gabonaise ? Et quels sont aujourd'hui les retours ?

**Abderl-Jaward BOKOUM**

Le choix de la musique gabonaise était un choix naturel et évident. C'est l'environnement qu'on maîtrise le mieux (en toute modestie) pour avoir baigné dedans. Pour moi l'idée était claire : faire mes preuves au Gabon pour ensuite élargir, d'autant plus que c'était un bon challenge en tant qu'artiste.

Depuis le lancement en 2017, GStore Music a fait son chemin. Le retour des utilisateurs est plutôt positif même si nous considérons que le chemin est encore long pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés sur le plan local.

**ENOROMI MAGAZINE**

Les revenus générés par l'application permettent-ils qu'elle soit totalement autonome ou investissez-vous toujours des fonds propres pour éviter que votre entreprise ne coule ?

**Abderl-Jaward BOKOUM**

Même si nous avons deux GStore Music d'Or (Lord EKOMY NDONG et Rodzeng pour leurs albums respectifs), il y a encore du chemin à faire. Tous les artistes ne sont pas encore inscrits sur GStore Music et nous n'enregistrons pas de sorties d'albums régulièrement et je ne parle pas seulement d'albums majeurs, mais aussi d'artistes en herbes. Il faut ajouter à cela qu'une grande partie du public hésite encore à acheter de la musique sur notre plateforme. Tous ces paramètres font qu'aujourd'hui, nous continuons d'investir pour atteindre nos objectifs et maintenir l'entreprise pour le bien de la culture.

**ENOROMI MAGAZINE**

Et que diriez-vous à ces personnes qui ont encore du mal à faire confiance à votre plateforme ?

**Abderl-Jaward BOKOUM**

Déjà merci à toutes ces personnes qui nous soutiennent et qui soutiennent également les artistes gabonais en consommant légalement les œuvres. Aux personnes qui hésitent encore à se procurer la musique légalement sur GStore Music, j'aimerais leur dire que nous travaillons chaque jour dans le but d'améliorer l'expérience utilisateur sur la plateforme et que très prochainement nous aurons une nouvelle mise à jour, aussi bien sur la plateforme Web que sur l'application mobile.

Aussi, nous avons une équipe (Service client) disponible et disposée à aider ou orienter ceux qui ont des difficultés. N'hésitez donc pas à nous contacter sur nos réseaux sociaux [GSTOREMUSIC](http://GSTOREMUSIC) ou sur le site [www.gstoremusic.com](http://www.gstoremusic.com) ou vous trouverez tous les contacts.

**ENOROMI MAGAZINE**

Depuis fin 2020, vous avez lancé en partenariat avec Airtel Gabon, le show virtuel « Airtel Xperience », pouvez-vous nous en dire plus ? Quel était l'objectif de ce projet ?

**Abderl-Jaward BOKOUM**

L'évènement EXPERIENCE est une initiative qui vise à promouvoir la culture gabonaise en période de Covid-19. L'objectif pour nous et le partenaire de la culture gabonaise, Airtel Gabon, était de mettre en place une plateforme qui permettrait aux artistes de continuer à exercer leur métier en période de Covid-19.

Nous savons tous que dans notre pays depuis plus d'un an, il n'y a pas de spectacles, pas d'évènements. Les artistes sont



durement touchés par cette crise, il fallait donc trouver quelque chose de nouveau, de différent à proposer, non seulement aux artistes, mais aussi au public. C'est dans cet élan que nous avons en partenariat avec Airtel lancé le projet « AIRTEL EXPERIENCE » qui aujourd'hui présente un beau bilan avec plus de 30 artistes qui ont participé, notamment des artistes internationaux comme Singuila ou Shan'L.

EXPERIENCE, c'est aussi le partage. Ceux qui suivent ce projet ont pu voir cette fusion ou ce passage de témoin entre l'ancienne (sans trop la vieillir) scène gabonaise et la nouvelle. Nous avons initié des collaborations inédites en live entre des artistes d'univers complètement différents comme Rodzeng et NDONG MBOULA ou encore Landry IFOUTA, Ndoman et Zyon Stylej dans le seul but de promouvoir nos talents et la culture dans son ensemble.

**ENOROMI MAGAZINE**

GStore Music, aujourd'hui, c'est une émission radio à Urban FM et une web-émission « Un verre avec les gars forts ». Quels objectifs souhaitez-vous atteindre à travers ces programmes ?

**Abderl-Jaward BOKOUM**

Nos objectifs sont de promouvoir la culture et les artistes gabonais. Les programmes Web au même titre que les initiatives comme les [GSTOREMUSIC AWARDS](#) ou encore [LE GSTOREMUSIC D'OR](#) visent à promouvoir la culture et les artistes gabonais tout en installant définitivement [GSTOREMUSIC](#) dans le paysage culturel de notre pays. ●

Propos recueillis par  
**Aude SHARYS**



## ► DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

# ATTENTION AUX AMITIÉS TOXIQUES !

**L**a psychologie positive démontre qu'être heureux passe par la relation aux autres. Chaque geste altruiste diminue les hormones de stress et fait sécréter des hormones du bonheur. Agir pour faire plaisir, ressentir l'impact de cet altruisme sur les autres, c'est l'un des secrets du bonheur. L'amitié est d'abord une forme d'amour sans désir, une fusion dans la confiance, l'estime, le respect, la complicité, les affinités. Mais attention, chaque amitié n'est pas toujours bonne à vivre. Il est donc primordial de reconnaître les amis toxiques et leurs effets néfastes.

L'amitié toxique se repère et se définit souvent comme une relation à sens unique, elle n'est ni sincère ni partagée et comprend la plupart du temps une dose de manipulation. Parmi votre entourage, les personnes toxiques sont un frein puissant à votre bonheur. Mais alors, comment reconnaître les relations négatives et toxiques ? Ces lignes vont vous donner quelques indicateurs pour mieux cerner vos amitiés.

### L'AMI NÉGATIF, PESSIMISTE

Il vous décourage dans vos ambitions, vos envies. Il voit continuellement tout en noir et déverse tous ses malheurs sur vous, ses problèmes ou ses peurs, sans se soucier une seconde des vôtres. Il se trouve dans un schéma de victimisation. Il n'attend pas de vous un soutien, un réconfort, une écoute ponctuelle, non, votre rôle sera d'être son « sauveur ». Cet ami peut vite vous culpabiliser si vous ne répondez pas à son appel, et il vous donnera l'impression d'être la seule personne sur qui il peut compter. Cette amitié va vous ronger en votre for intérieur, vous rendre anxieux, indécis, mal à l'aise.

### L'AMI ENVIEUX/JALOUX

On dit souvent qu'on reconnaît nos vrais amis dans l'adversité, mais on les repère aussi quand nous sommes au top. Il y a ceux/celles qui se réjouissent pour nous, qui nous encouragent, qui nous accompagnent vers le chemin du bonheur ; et il y a ceux/celles qui éprouvent de la jalousie à nous voir évoluer, grandir ! Une amitié saine peut être parasitée par ce sentiment de jalousie. Par exemple, deux ami(e)s sont à peu près au même niveau, et l'une va décoller professionnellement ou faire une rencontre amoureuse. L'autre ami(e) commence à se comparer négativement, il/elle se plaint à vous critiquer. Vous n'osez plus dire que tout va bien par crainte de le/la blesser. Le pire est qu'il faut du temps pour remarquer le changement, et jusque-là on lui trouve des excuses, car on a toujours en tête l'ami(e) d'avant.

### L'AMI (E) TRAITRE

Vous faites souvent confiance à vos ami(e)s, et c'est normal, c'est la base de l'amitié. Et puis un jour, vous apprenez que votre ami(e) vous a trahi(e). Ce coup de couteau en plein cœur ne vous a pas tué(e), mais vous laisse dans un état de sidération complet. Il y a parfois une double trahison quand l'ami(e) vous trahit en entretenant une liaison avec votre conjoint(e). Les dégâts peuvent être dévastateurs.

### L'ANTIDOTE DES RELATIONS TOXIQUES

Comme tout poison, les amitiés toxiques ont-elles aussi un antidote. Apprenez à vous concentrer sur les personnes que vous aimez, celles avec qui vous avez des affinités pour partager des moments d'intimité et de complicité, ou simplement des moments magiques et légers. S'aimer, se respecter, prendre soin de ses propres besoins vous permettra d'entretenir des relations saines et enrichissantes avec votre entourage. Aimer l'autre, oui, mais sans jamais s'oublier. ●

---

Christian BOUA



# enoromi magazine



[www.enoromi.com](http://www.enoromi.com)

Suivez nous sur les réseaux sociaux

@Enoromi Magazine





► SPORT

# OPEN DE JUDO YAOUNDE

## Terence KOUAMBA médaillé d'argent.

La qualification du Gabon à travers la fratrie Girard DE LAGLAND MPALI, Anthony OBAME, médaillé d'argent aux JO de Londres, Sarah Mazouz et Guy MAGANGA GORRA avait suscité de véritables attentes à Tokyo 2020. Des espoirs cristallisés autour de l'ancien champion du monde de Judo, Anthony OBAME et de la vice-championne d'Afrique dans la même discipline, Sarah MAZOUZ. Les autres portaient pour une première expérience. Ainsi, l'élimination dès les premiers tours des sportifs gabonais désenchante auprès du public.

Ayant pris part à la 5e édition de l'Open de Yaoundé dans la catégorie des -81kg, le Gabonais Terence KOUAMBA a remporté la médaille d'argent à ce gala international qui s'est déroulé du 6 au 7 novembre 2021 dans la capitale camerounaise. Cette médaille permet déjà à l'athlète gabonais d'enregistrer quelques points utiles en vue d'une potentielle qualification pour les prochains Jeux olympiques de Paris 2024. Il y tient.

À cet open qui a réuni plus de 10 pays des continents européens et africains, le Gabon avec sa délégation de 3 athlètes n'a pu obtenir que la 7e place au classement général de la compétition, grâce à la performance de son

représentant en moins de 81 kg, Terence KOUAMBA. Dans une finale très disputée, le colosse gabonais a plié l'échine face au jeune irlandais de 21 ans Gleeson Bearach, actuellement 150e au classement mondial de la Fédération internationale de judo (World Ranking IJF).

« Les compétitions à venir seront déterminantes pour l'avenir. Il faut se préparer pour l'Open de Dakar et les championnats d'Afrique d'Alger. Il faudra bien se comporter durant ces compétitions avant d'envisager une qualification pour les Jeux olympiques de Paris en 2024 », a-t-il déclaré disant poursuivre sa préparation.

Dans l'immédiat, après le Cameroun, notre compatriote devrait se rendre au Sénégal, où se tiendra l'Open International de Judo de Dakar. 56 judokas de 16 pays sont attendus à ce rendez-vous sportif, et l'occasion sera donnée à cette valeur sûre du judo gabonais d'étoffer son palmarès composé d'une médaille de bronze aux championnats d'Afrique junior d'Alger en 2013, de la médaille de bronze à l'Open International de Dakar en 2018 et en argent en 2020, de la médaille d'argent à l'open de Yaoundé en 2018 et 2021. ●

Mike DOUSSENGUI



## ► SPORT **PANTHÈRES DU GABON** **Le cas Nathan NGOUMOU.**

**Bien qu'annoncé en août comme un des futurs joueurs des Panthères, l'équipe nationale de football du Gabon, Nathan NGOUMOU, qui avait le choix entre trois nations (le Gabon, le Cameroun et la France), n'a toujours pas rejoint la tanière, alors que la France l'a déjà elle aussi sollicité pour son équipe Espoir. Imbroglia.**

Né en France, d'une mère gabonaise et d'un père camerounais, Nathan NGOUMOU a été annoncé par le sélectionneur national du Gabon, Patrice NEVEU, lors d'une conférence de presse en août dernier comme une « nouvelle Panthère ». Depuis lors, le jeune milieu de terrain de 21 ans, qui évolue au Toulouse FC (Ligue 2 française) n'a toujours pas rejoint la tanière gabonaise. Mieux, il a été convoqué par l'équipe de France Espoir pour les éliminatoires de l'Euro Espoir durant le rassemblement de novembre. De quoi s'interroger sur la suite de sa carrière internationale.

« J'ai rencontré un joueur binational de mère gabonaise et de père camerounais, évoluant en milieu de terrain à Toulouse. Il a dit oui au Gabon, mais je lui laisse encore le temps de se décider s'il veut arriver pour ce regroupement de l'équipe nationale ou le prochain », avait en effet déclaré Patrice NEVEU le 24 août dernier évoquant sa rencontre avec Nathan NGOUMOU. Cette information avait été perçue positivement par les supporters des panthères et tous les férus du ballon rond au regard du potentiel et des qualités de cet espoir du football français.

Ayant pris en compte la promesse du jeune footballeur de jouer pour le Gabon, qualifié pour la Coupe d'Afrique des Nations de 2022 au Cameroun, la Fédération gabonaise de football (FEGAFOOT) a entamé les démarches auprès de la Fédération internationale de football association (FIFA) en septembre dernier via la Fédération française de football (FFF). L'objectif était de lui faire parvenir le fichier des états de service du joueur. Ceci pour le changement de nationalité sportive. Mais le dossier aurait été soit mal transmis, soit tout bonnement ignoré par les autorités sportives de la France qui au demeurant porte également quelques espoirs sur le jeune prodige.

## **Une valeur sûre**

Auteur de 4 buts et 3 passes décisives en 13 matches avec Toulouse, leader de Ligue 2, cette saison, Nathan NGOUMOU est en n'en point douter une valeur sûre pour l'avenir. Pour preuve, il a été appelé pour la première fois chez les Espoirs pour les deux prochains matches de qualification à l'Euro 2023 contre l'Arménie, le 11 novembre à Grenoble, et la Macédoine du nord, le 16 à Skopje, alors que le Gabon attendait avec beaucoup d'intérêt son dernier « joyau » pour le regroupement de novembre. Il aurait pu faire ses débuts à l'équipe nationale lors de la dernière journée des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar 2022 (NDLR : face à la Libye et l'Égypte). Raté !

Joueur polyvalent, pouvant évoluer dans tous les compartiments offensifs, puissant et surtout athlétique, le jeune milieu de terrain constitue d'ores et déjà l'avenir pour le Gabon et une belle alternative aux anciens comme Didier NDONG IBRAHIM, Mario LEMINA, André BIYOGHO POKO, etc.

Petit-fils de Clément EBOZO'O, ancien international et deuxième Gabonais à rejoindre le Championnat de France durant les années 1960 et cousin d'Achille ÉMANA (ancien international camerounais), NGOUMOU est né en mars 2000 à Toulouse. Il a disputé l'Euro des moins de 19 ans avec l'équipe de France en 2019, quelques semaines après avoir fait ses débuts en Ligue 1. Arrivé au TFC à l'âge de 5 ans, il a récemment prolongé son contrat de deux saisons. ●

Mike DOUSSENGUI

► CULTURE

# DÉSIREY MINKOH

## Une vie au bout de l'objectif.

Plus d'une trentaine d'années consacrées au photojournalisme, reporter d'images sur tous les terrains notamment en zones de conflits à travers le continent africain, Désirey MINKOH est un des personnages importants de l'univers de la presse gabonaise, voire internationale. De la passion au métier, la photographie est l'élément substantiel de sa vie. Profitant de sa nomination par l'Achievements Forum U.K, nous sommes allés à sa rencontre. Le photographe nous a partagé son parcours et ses attentes.

### ENOROMI MAGAZINE

Désirey MINKOH, un nom connu au Gabon dans l'univers médiatique. Seulement, peut-on connaître votre parcours ?

### Désirey MINKOH

Je suis un photojournaliste de formation. La photographie est arrivée à moi par hasard par l'entremise de mon grand frère qui en s'offrant un appareil photo reflex avec sa bourse d'étudiant avait souhaité qu'on l'essaye non loin de chez nous sur le Boulevard Triomphal en se photographiant à tour de rôle, quand vint mon tour, j'ai gardé l'appareil définitivement. C'est ainsi qu'est née la passion. On est vers la fin des années 80.

C'est donc très tôt que j'avais décidé d'en faire mon métier malgré l'opposition de mes parents. Leur souhait était que je devienne médecin. Curieusement, ce fut également contre l'avis de mon frère, celui qui tout est arrivé involontairement. Contre toute attente, j'avais réussi à obtenir un poste d'apprenti photographe dans un petit laboratoire à Nzeng-Ayong, propriété d'un Français. Par la suite, j'avais sollicité son concours pour m'inscrire dans une école de photographie de Liège par correspondance. C'est avec succès que j'y fis mon entrée et y acheva mon parcours. À la suite de cette formation, je me suis spécialisé en photojournalisme lors des 2e Rencontres de la photographie avec l'École supérieure de Journalisme de Lille.

En 1998, je participe et remporte un concours photo organisé par le Centre Culturel Français de Libreville et Air France dont le thème était "Terre de foot " à l'orée de la Coupe du Monde en France. Pour ce concours le 1er prix était un stage à la prestigieuse École Supérieure Louis Lumière à Paris option Portrait d'art. Entre temps, je travaillais déjà pour le journal l'union comme chef de service photographie depuis mars 1996. Je me souviens avoir décliné à cette période l'offre du bureau de l'Agence France Presse parce que le quotidien l'union était abonné au fil photo de de cette agence dont j'avais accès.

À cette époque, je ne me sentais pas prêt ou capable de donner satisfaction, au regard des exigences très élevées de cette agence. Cependant, j'ai fini par accepter de travailler pour elle 3 ans plus tard. Notamment, après les stages cités plus haut dont le dernier à Paris où l'AFP m'offre à son tour un stage d'édition, traitement et de transmission photo pour ensuite devenir son photographe pour l'Afrique centrale et de l'Ouest pendant 7 ans.

J'ai couvert pour cette agence dans les zones de conflits au Congo-Brazzaville, Centrafrique, en RD Congo, au Tchad, au Libéria, en Sierra Leone, au nord de la Côte - d'Ivoire (en zone rebelle) et au Darfour avant de créer mon agence Afrikimages en 2006.

**ENOROMI MAGAZINE**

Fort de votre parcours, comment appréhendez-vous la photographie aujourd'hui ?

**Désirey MINKOH**

Tout ou presque. Elle occupe avec ma famille toute ma vie. Pratiquer un métier qui est votre passion est un don de Dieu. C'est un des premiers gages de la réussite de toute entreprise ou d'une carrière. La passion. C'est elle qui vous aide à surmonter les nombreuses épreuves, à surmonter pour sa pratique et pour s'y maintenir et en tirer profit. C'est par la photographie que ma vie s'est construite. Elle a forgé ma personnalité de par sa capacité à permettre qu'on fasse de nombreuses rencontres humaines et culturelles à travers le monde. Ce qui donne forcément une vision globale et détachée de la vie.

La photographie, surtout celle que je pratique, le photojournalisme, vous fait voir tellement de choses et vous donne des émotions de tout genre en une journée. Par exemple, comment sortir d'un camp de réfugiés avec toutes les souffrances et misères de ces femmes, enfants et vieillards et vous retrouver dans le salon doré d'un des responsables de la misère ces gens. Les expériences de terrain finissent par devenir des souvenirs éternels.

J'ai fini par me rendre compte que je vis souvent entre deux mondes diamétralement opposés en quelques minutes sans transition. En septembre 2004, après un reportage de 12 jours dans le désert du Darfour avec les rebelles du MJE (Mouvement pour la Justice et l'Égalité) à dormir d'un œil à la belle étoile, entouré par des jeunes combattants désœuvrés sur un front de guerre, prêts à tuer, en se contentant des plats de survie (fait de macaroni au lait) et boire de l'eau insalubre, je me retrouver deux jours après cette aventure dans un voyage officiel à New York dans un environnement et un confort diamétralement opposés à tous points de vue.

La photographie représente aussi cette capacité à fixer le temps et à conserver notre Histoire, nos vies et nos cultures.

**ENOROMI MAGAZINE**

Comment vous définiriez-vous en tant que photographe ?

**Désirey MINKOH**

Mon métier, photojournaliste, consiste à capter les instants en temps réel, sans scénographie ni filtre ou retouche sur mes personnages. Car, je dois restituer fidèlement ce que je vois au public. Une situation qui n'est pas souvent sans conséquence, mais seuls ma déontologie et mon professionnalisme me guident. Comme on dit dans notre jargon : « la photographie est la mémoire des yeux » et il est bon de mémoriser le naturel et pas l'artificiel.

**ENOROMI MAGAZINE**

Désirey MINKOH responsable d'une galerie, d'une photothèque et d'une star-up Afrikimages Agency. À quels besoins répondent ces différentes structures ?

**Désirey MINKOH**

Il faut d'abord savoir que la photographie est un domaine très large et varié, même si on le pratique chez nous un peu dans tous les sens, et tout dépend aussi de la clientèle visée. Nous produisons deux genres photographiques : les images éditoriales et les images créatives.

Les images éditoriales s'adressent aux professionnels de la presse écrite et en ligne, des agences de presse, etc., qui malheureusement dans notre pays, voire dans la majorité des pays de l'Afrique subsaharienne illustrent leurs articles avec des images "piquées" illégalement sur le net, ou utilisent des images créatives pour un article de presse, des fois sans le mentionner. J'invite d'ailleurs tous nos confrères à profiter de nos abonnements attractifs pour l'illustration de vos articles.

Les images créatives, qui représentent souvent des personnages de différents corps de métiers, répondent quant à elle à un public à la fois professionnel et amateur. Les professionnels de la communication et infographistes s'en servent pour leurs clients pour la conception des revues d'entreprises ou des illustrations de comptes-rendus ou des rapports d'activités. Ces images créatives servent aussi aux architectes d'intérieur et aux privés pour les décorations des maisons, bureaux, salles d'attente, etc.

Afrikimages Agency est la maison de production de toutes ces images éditoriales et créatives, avec son réseau de

photographes. La banque d'images ou photothèque vend les images éditoriales via son site Web afrikimages.com et la galerie vend ses photos créatives sur différentes sortes de supports pour ses produits dérivés de décoration et d'ornement à travers sa galerie. Notre vision et nos cibles sont clairement identifiées et nous leur facilitons la tâche en créant un couloir à chacun.

**ENOROMI MAGAZINE**

Vous êtes nommé d'un organisme britannique, Achievements Forum U.K, dont la mission est de récompenser l'excellence dans les domaines des affaires, de la science et de l'Économie, que représente pour vous cette nomination ?

**Désirey MINKOH**

Cette nomination vient récompenser tous nos efforts pour l'exigence de qualité que nous nous sommes fixés pour être parmi les meilleurs du Continent et jouer dans la cour des grands. Je suis reconnaissant en tant que manager, car cette nomination d'un organisme international va booster davantage mes collaborateurs qui y voient, le prix de mes exigences quelquefois rébarbatives et fastidieux. J'aime à considérer que ce sont les petits détails qui produisent à force de persévérance de grands effets comme cette nomination. Notamment parce que nos produits s'adressent aux professionnels de l'image, qui sont très exigeants et veulent des images prêtes à l'emploi. Attiré le regard d'un public averti et professionnel ne peut-être qu'un honneur et une fierté tout en faisant parler de la photographie gabonaise sur le plan international.

**ENOROMI MAGAZINE**

Quelles sont vos attentes de cette nomination ?

**Désirey MINKOH**

Gagner un trophée. Même - si la seule nomination est déjà gratifiante. Ce prix nous apportera une plus grande visibilité à travers le monde et facilitera peut-être d'autres partenariats et pourquoi pas un financement, qui nous permettra de nous développer plus vite et de nous déployer sur tout le continent africain. ●

Propos recueillis par  
**Gloire Z.N.**

► DÉCOUVERTE

# La Mission Baraka

## Mère de l'évangélisation du Gabon.

*Si la série de monuments religieux que nous vous présentons depuis deux numéros n'avait pas mis un point d'honneur à l'antériorité historique de l'installation des missions évangéliques dans notre pays, c'est désormais chose faite pour ce numéro de novembre. Nous vous proposons de nous déporter du côté de Baraka, siège de l'Église évangélique et missionnaire du Gabon pour y découvrir le plus vieil édifice religieux du pays.*



Alors que l'histoire retient le Gabon comme une ex-colonie française, l'histoire religieuse du pays a été entamée par une congrégation missionnaire américaine, l'American Board of Commissioners for Foreign Missions. En effet, en 1833, cette congrégation décida d'envoyer John Leighton WILSON en apostolat d'exploration de l'ouest de l'Afrique pour y fonder sa première mission. Il s'installe d'abord au Cap Palmas au Libéria où les États-Unis ont établi une colonie d'anciens esclaves. La politique impériale de son pays l'amène à en partir. En 1834, après avoir épousé Mary Elizabeth (Jane) BAYARD, ils embarquent pour le Gabon. Ils décident de construire leur mission épiscopale à Olamba, royaume de Will Glass RAVONY, le 22 juin 1842, au lieu-dit Baraka. Très rapidement sortirent de terre une église et une école pour des besoins de l'évangélisation.

Cette installation est l'acte fondateur qui marque les premiers pas du christianisme sur le sol du territoire qui est aujourd'hui le Gabon. Très rapidement, le Pasteur WILSON va s'intéresser à la traduction du Nouveau Testament en Omyènè et à l'écriture d'un dictionnaire.

Alors que l'ABCFM aspirait à la continuité de l'assistance spirituelle des esclaves affranchis qui souhaitaient revenir en Afrique via le Cap Palmas, l'installation de sa première mission au Gabon se fera sur le site d'un ancien parc à esclaves. Le Temple protestant érigé à Baraka par le Pasteur WILSON a aujourd'hui 179 ans. S'il accuse le temps, il reste un monument important de l'histoire du christianisme dans notre pays.



Ce monument est de nos jours, un lieu de pèlerinage, de retraite spirituelle, lieu historique, un lieu de recueillement. Depuis quelques années, le gouvernement a initié depuis quelques années un projet de classement au patrimoine de l'UNESCO pour ce site chargé d'une histoire réelle. De création antérieure à celle de la ville de Libreville, le site et le temple protestant de Baraka portent l'histoire des droits humains au Gabon, liée à la traite négrière. Ce fut également sur ce site que fut bâtie la première école au Gabon.

Malgré la rénovation, l'essentiel du temple originel a été conservé dont le cloché, le planché, le matériel de la Sainte cène. En plus, la majorité des missionnaires américains y ont leurs sépultures, autant de vestiges témoins d'une époque où les populations d'Olamba étaient de parfaits anglophones avant que la France par le truchement du Commandant BOUËT-WILLAUMEZ ne signe le traité de reconnaissance de sa souveraineté sur cette partie du littoral le 28 mars 1844. ●

Haïlée M.D.

**ZOOM SUR ...**



**PAUL PARFAIT  
NZAYH  
NGUEMA**

**L'art d'enseigner  
l'écologie par le  
jeu.**

*L'un des grands objectifs pour le Gabon est de se positionner sur le secteur de l'économie verte. Un secteur aussi globalisant que l'expression « développement durable ». Dans cette perspective, l'écotourisme intéresse et représente un puissant vecteur de promotion de la nature et une source de revenus intéressante. Le potentiel du secteur commence à susciter de l'intérêt pour les jeunes entrepreneurs gabonais. Paul Parfait NZAYH NGUEMA est l'un d'eux. Conscient du besoin qu'il y a de permettre aux populations d'avoir une meilleure connaissance sur les parcs nationaux, il a créé Savana, une entreprise spécialisée dans la production des jeux de société.*

**ENOROMI MAGAZINE**

Comment vous est venu l'idée de créer Savana ?

**Paul Parfait NZAYH NGUEMA**

En 2017, accompagné de mon grand frère, nous avons effectué une mission dans l'Ogooué-Ivindo dans un village appelé Melane. L'objet de notre mission portait sur un litige pour non-respect de la législation forestière. Il s'agit de l'exploitation illégale des essences de bois précieux. L'exploitant forestier non seulement il achetait le bois à un prix en dessous de celui du marché, mais se permettait également de ne pas communiquer le cubage, sinon le volume de bois exploité.

Naïvement, nous pensions arriver à bout de cette question en une semaine maximum. Finalement, ce travail a été achevé sept mois plus tard. Seulement, au sixième mois, il fallait pour nous trouver des réponses pour rentabiliser le séjour. Il était clair que je devais trouver une idée rentable, un business dont la conception devait être suivie de résultats. À la suite de plusieurs idées, celle de créer un jeu de société a fini par s'imposer. Le nom aussi s'est imposé au même moment, Savana. Tout est parti de là.

**ENOROMI MAGAZINE**

Vous avez lancé des mots mêlés SAVANA, pouvez-vous nous les présenter ?



### Paul Parfait NZAYH NGUEMA

SAVANA est un produit ludique destiné à toutes les générations. Il s'inspire de la riche nature (faune et flore) du Gabon. Un produit avec une valeur cognitive et pédagogique essentielle pour parfaire vos connaissances des parcs nationaux, l'écologie et la protection de l'environnement. Un outil essentiel pour les amoureux des randonnées dans les herbiers et arboretums, facilitant l'identification des essences et des êtres vivants.

Nous répondons à un besoin qui est celui de fournir aux touristes des éléments d'orientation et de renseignement sur notre biodiversité. Il peut s'agir aussi de leur permettre d'avoir un souvenir de leur passage au Gabon. Ce produit n'est en rien différent dans sa conception des autres jeux de mots mêlés. La différence s'établit néanmoins dans le contenu et la disposition des thématiques que nous abordons. Les mots mêlés sur la thématique de l'environnement existent déjà, nous les avons simplement mis aux couleurs du Gabon, de notre faune et de notre flore. Par numéro, vous y retrouvez une présentation concise de trois parcs du Gabon, trois espèces importantes pour la vie sur terre et trois gestes écologiques du quotidien et une dizaine de grilles de mots mêlés.

### ENOROMI MAGAZINE

Dès la conception de Savana, aviez-vous déjà à l'idée d'en faire un outil au service de la promotion de la biodiversité ?

### Paul Parfait NZAYH NGUEMA

Si, je vous dis que c'était le cas je ne serais pas tout à fait un gentilhomme. Au départ, l'idée était juste de créer un jeu qui allait être vendu et empêcher le magot pour ensuite développer d'autres activités. C'est en travaillant sur SAVANA et en faisant des recherches sur les objectifs du millénaire pour le développement ainsi que sur les parcs nationaux, j'ai mieux compris pourquoi le jeu devait s'appe-

ler SAVANA. Il a fini par se construire en un sigle découlant de « Save the nature ». Nous avons pour ambition de promouvoir la destination Gabon, les parcs nationaux et participer au réveil d'une génération éco - responsable. SAVANA sera l'interface permettant aux gens de découvrir la biodiversité dont regorge notre pays et grâce au processus d'apprentissage par le jeu, les gestes écologiques basiques.



### ENOROMI MAGAZINE

Quel regard portez-vous sur la consommation par les populations des produits locaux ? Comment comptez-vous vous y prendre pour distribuer efficacement votre jeu de société écologique ?

### Paul Parfait NZAYH NGUEMA

Nous commençons à peine à consommer local. Je veux dire que c'est embryonnaire. Il y a des plateformes qui ont été créées pour promouvoir le made in Gabon et donc inciter le public à consommer local. Seulement, ça ne se fera pas du jour au lendemain. Il va falloir attirer les Gabonais, les

convaincre qu'il est mieux de consommer « les saveurs de Vouvou », « Les petits pots de l'Ogooué », boire du « Sakura, la reine des saveurs » et qu'il est mieux d'acheter SAVANA plutôt qu'un jouet sans intérêt cognitif pour leurs enfants. Il va falloir marteler ces choses au grand public, car nos artisans ont du talent et peuvent être vraiment compétitifs et le prix ne devrait pas être un obstacle, solidarité nationale oblige.

Pour ce qui est de la distribution, nous devons mettre nous-mêmes la main à la pâte. Nous allons nous même distribuer une partie des coffrets et nous travaillons actuellement à des partenariats pour des dépôts vente dans certaines zones stratégiques de la capitale. Nous communiquerons sur ces lieux de vente très prochainement.

### ENOROMI MAGAZINE

Selon vous, quelle est l'attitude qu'il faut adopter pour entreprendre au Gabon ?

### Paul Parfait NZAYH NGUEMA

Je dirai qu'entreprendre au Gabon peut être synonyme de difficultés et obstacles dont il faut faire face. Il faut éviter de compter sur la gratuité et la facilité. Or, on le sait tous, « le ngori est bolet », comme on dit. Je ne voudrais pas m'ériger en donneur de leçon, car nous n'estimons pas encore avoir réussi ou atteint l'objectif visé. Notre route est encore très longue. Cependant, pour entreprendre au pays il faut entrer au plus profond de sa zone d'inconfort, mettre du sien, être têtue, passionné, écouter ce qui vous construit et vous aide à avancer et surtout, bâtir sur une bonne base de foi en votre projet. La première chose, c'est donc de travailler sur soi. Tout le reste suivra. ●

Propos recueillis par  
**Aude SHARYS**

▶ INTERNATIONAL  
**ECONOMIE  
VERTE ET  
TRANSITION  
ECOLOGIQUE  
AU GABON**  
**Etat des lieux**

**I** Au cours de la conférence internationale consacrée à l'urgence climatique de Glasgow, le Gabon a occupé un rang important. Cette position est venue saluer les efforts des autorités gabonaises dans la lutte pour la préservation de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique. Mais qu'en est-il réellement ? Tour d'horizon.



## Le Gabon assis à la place des géants à la COP26

La participation à la XXVIème conférence des parties (COP) consacrée à l'urgence climatique qui s'est tenue dans la ville de Glasgow en Ecosse aura non seulement marqué le retour sur la scène diplomatique du chef de l'Etat gabonais mais également la consécration du Gabon comme un pays aux avants postes de la lutte contre les changements climatiques. Le passage en 7ème position dans l'ordre des dirigeants au cours de cet événement mondial aura confirmé la place de choix qu'occupe le Gabon dans celui de la défense de la biodiversité et de la préservation des espaces naturels. Le Gabon, par la voix de son dirigeant, a également porté les préoccupations des 54 pays africains lors des négociations qui se sont suivies durant la COP26.

Avec un manteau forestier qui couvre plus de 85% de son territoire représentant environ 23 millions d'hectares de forêt dense dont près de 15 millions d'hectares de terres fertiles. La biodiversité est toute aussi riche avec pas moins de 10 000 essences de plantes connues dont 400 variétés de bois. Les potentialités pour le développement d'une économie verte qui pourrait avoir un véritable impact économique existent bien selon les autorités gabonaises. Mais qu'est-ce qu'on entend concrètement par économie verte ?

## Une économie verte encore marginale

Le concept d'économie verte selon la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) regroupe l'ensemble des activités économiques qui utilisent les savoir-faire traditionnels et modernes des res-

sources naturelles (l'eau, la terre, le solaire, etc.) tout en assurant la protection de l'environnement et le développement économique des populations notamment en améliorant leur bien-être, en créant des emplois durables et des richesses pour les Etats et en limitant les émissions de gaz à effet de serre.

Malheureusement, l'apport de l'économie verte dans l'économie globale du Gabon reste encore marginale. En effet, la filière bois par exemple ne représente que 4% du PIB avec une valeur cumulée de 355 milliards de FCFA, soit 615 millions de dollars en 2019. Le Gabon reste encore largement dépendant de l'extraction des ressources pétrolières, minières et du gaz pour son économie. Ces ressources représentent encore 39% de son PIB, 49% des recettes budgétaires et 85% des recettes d'exportation. Mais le contexte de crise économique liée à la forte dépréciation du prix de ces matières premières, aggravé par les effets de la pandémie de la covid19 renforcent chaque jour la volonté des autorités publiques de faire de l'économie verte une véritable alternative aux ressources minières et gazières. D'autant plus que l'exploitation des hydrocarbures nuit non seulement à l'environnement mais aussi que leur utilisation est source de pollution. En effet, le pétrole et ses dérivés sont les principales sources d'émission de CO2 qui est considéré comme l'un des responsables du réchauffement climatique.

Conscient des insuffisances que le modèle économique actuel basé sur une extraction des ressources minières et pétrolières brutes, le gouvernement gabonais avec l'appui de partenaires internationaux a décidé de changer cette donne. En effet, le Gabon a décidé de tirer profit de la richesse de ses forêts ainsi que d'autres sources naturelles qui en découlent à travers des projets ambitieux. Ces différents projets auront pour ambition de porter la contribution des filières issues de l'économie verte à 22% du PIB pour une valeur totale de 2 140 milliards de FCFA soit environ 4 milliards de dollars à l'horizon 2025.

Pour la concrétisation de ces objectifs, plusieurs partenaires internationaux appuient le Gabon dans cet effort : la Commission des nations unies pour l'Afrique (CEA), le programme des nations unies pour le développement (PNUD), pour l'environnement (PNUE) et bien d'autres. L'une des réalisations les plus visibles de cette volonté des autorités gabonaises est la Zone économique spéciale de Nkok, dans la banlieue sud à 27 Kms de Libreville..

## Une économie verte basée sur la ZES et les parcs nationaux

La Zone économique spéciale de Nkok (ZES) est une zone privilégiée dans laquelle les investisseurs peuvent bénéficier d'avantages fiscaux tels que les exonérations de TVA et de droits de douane en échange d'investissements. Essentiellement tournée vers la transformation du bois, la ZES de Nkok rassemble 96 entreprises qui emploient environ 16 000 personnes dont 4 500 emplois directs. Actuellement, elle représente près de 40% des exportations du pays pour un chiffre d'affaires global de 137 milliards de FCFA en 2019. D'autres ressources naturelles sont également exploitées en dehors de la filière bois, c'est le cas des réserves naturelles.

Le pays s'est doté d'un réseau de 13 parcs nationaux à travers le pays afin de préserver au bénéfice des générations actuelles et futures sa biodiversité déjà classée au patrimoine mondiale de l'humanité. Créés en 2002 à l'initiative du défunt président Omar BONGO ONDIMBA, les parcs nationaux ont pour rôle principal de favoriser une exploitation intelligente de l'écosystème naturel tout en créant une ressource supplémentaire pour l'économie du pays. A ce titre, les parcs ont pour mission de favoriser l'écotourisme à travers l'aménagement des parcs pour en faire un facteur de développement économique qui crée des emplois pour les popu-

lations locales. Grâce à cette gestion rigoureuse de son environnement, le Gabon commence à en récolter les fruits en raison de son empreinte carbone.

## L'empreinte carbone comme ressource financière supplémentaire

Le Gabon est couvert d'une dense enveloppe verte et entend bien en tirer profit. En effet, les forêts gabonaises captent chaque année environ 100 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, ce qui représente le tiers des émissions de la France. Dans le cadre d'un accord signé avec l'Initiative pour la conservation de la forêt de l'Afrique centrale (CAFI), le Gabon a reçu 17 millions de dollars, soit 9,4 milliards de FCFA suite à des résultats très encourageants dans la réduction de ses émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts. Il faut noter que le CAFI est un fonds géré par les nations unies doté d'un montant de 150 millions de dollars sur 10 ans qui vise à encourager les pays à mettre un terme à la déforestation et à lutter contre la dégradation des forêts. Le Gabon devient ainsi le premier pays africain à bénéficier d'une dotation de ce fonds. Fort de ce résultat, le pays envisage même de revoir à la hausse la méthode de calcul du montant de cette dotation. Malgré ces résultats encourageants, beaucoup de points d'ombre subsistent en matière de protection de l'environnement et transition écologique.

## Les zones d'ombre de la gestion de l'environnement

Le Gabon n'est toujours pas capable de mettre en place une réelle stratégie de gestion des ordures ménagères. En dépit des sommes colossales employées, les voiries des grandes villes sont régulièrement envahies par des tas d'immondices. De même, il n'existe aucuns moyens de traitement des déchets ni de recyclage. On continue de déverser des tonnes d'ordures ménagères dans des décharges à ciel ouvert au mépris des risques de pollution des sols et des nappes phréatiques. Les matières plastiques continuent de polluer les écosystèmes autour des villes sans que leur interdiction ni leur recyclage ne soit effectué. Il en est de même pour l'exploitation anarchique de certaines ressources par les hommes.

L'exploitation sauvage de matériaux de construction tels que le sable détruit durablement des écosystèmes déjà très fragiles. Cette situation entraîne une accélération de l'érosion de nos plages ainsi que la destruction d'espaces sensibles tels que les mangroves dont la biodiversité est menacée. Cette activité humaine à laquelle on pourrait ajouter les occupations anarchiques des espaces et l'agriculture sous jachère créent régulièrement des conflits homme-faune. La coupure d'électricité géante que la capitale gabonaise a connu la nuit du 24 au 25 octobre dernier en est la parfaite illustration.

De même que la colère des populations de Medouneu et de Mékambo en raison des attaques d'éléphants dont elles sont les victimes. Cette cohabitation est rendue d'autant plus difficile par la totale protection dont



bénéficient les pachydermes détruisent les plantations des villageois. Ces derniers ont manifesté leur mécontentement et demandent en retour une aide financière sous forme d'indemnisation ainsi que la possibilité de se défendre en cas d'attaque d'un animal.

## Une énergie électrique encore produite de manière polluante

Enfin la production d'électricité verte est encore très peu répandue. L'utilisation de panneaux solaire dans les ménages n'est pas encouragée par l'Etat qui n'accorde aucune aide pour leur acquisition. De même qu'au niveau de la compagnie en charge de la production et la distribution d'électricité (SEEG), la majorité de ses centrales dans les pays fonctionnent encore au fioul ou au gaz. Le potentiel hydrographique du pays encore largement sous-exploité en dépit de nombreuses promesses de relever le niveau de production hydroélectrique au niveau national.

Le Gabon a connu de grande avancées en ce qui concerne la protection de la nature mais en matière de transition écologique et de développement durable, les efforts à fournir demeurent immenses. Pourtant, les potentialités qui permettraient de faire de l'économie verte une alternative à l'exploitation des énergies fossiles sont nombreuses. Pour parvenir aux objectifs de développement du millénaire (ODM), il serait donc judicieux que plus de ressources financières soient affectées à des projets liés dans le traitement et le recyclage des ordures ménagères, la promotion de l'énergie solaire, le traitement des eaux usées et le développement de l'écotourisme dans nos communautés. ●

Jean Paul Augé OLLOMO



# SCG-Ré

# Le Réassureur **CENTRAL**

## ACTIVITÉS

### Assurances Non-vie

RC Générale | RC des Mandataires Sociaux  
Professions Libérales | RC Automobile  
Individuelle Accident | Transports | Marine  
Non-Marine | Aviation | Risques Pétroliers  
et Gaziers | Risques Techniques

### Assurances Vie

Grande Branche | Prévoyance  
Groupe Emprunteur  
Groupe Décès



- 📍 2080, Boulevard de l'Indépendance / Immeuble du Bord de Mer  
1er étage / Palier gauche
- ✉ B.P. : 6757 Libreville Gabon Email : [infos@scg-re.ga](mailto:infos@scg-re.ga)
- ☎ Tél. : (+241) 011 74 80 80 - 011 74 80 81 - 011 74 80 83 - 011 74 80 84 - 011 74 80 85
- 📠 Fax : (+241) 011 74 80 82
- 🌐 Site web : <https://scg-re.ga>  SCG-Ré



« S'investir avec passion et efficacité au service d'un monde durable. »



**GAB'OIL**

RAJOUTER DE LA  
**PUISSANCE**  
À VOTRE **MOTEUR**

FUTURE GAMME

# LUBRIFIANTS **GAB'OIL**

